

INSTRAW

nouvelles

FEMMES ET DEVELOPPEMENT



Année internationale de la famille

Premier Semestre 1994 • No. 20

Sommaire

Editorial:
La femme et la famille 1

Familles:
mythes et réalités 3

L'INSTRAW organise un stage de formation au Guyana intitulé
"La femme, l'approvisionnement en eau et l'assainissement" 17

Aotearoa la Nouvelle Zélande commémore le centenaire du
droit de vote des femmes 18

Les questions de genre dans l'analyse du processus
d'urbanisation 19

AIF : préparatifs, publications, perspectives 20



Points focaux 22

Nous avons lu 28

Le Forum mondial des ONG lance l'Année internationale
de la famille 29

Calcul et estimation du travail non rémunéré 30

Des prêts pour les femmes 33

L'intersection entre famille, genre et économie dans le tiers
monde 36

Bibliographie 44

Rédaction: *Margaret Shields/Marie Paul Aristy*

Editrice: *Rae Lesser Blumberg*

Collaboratrices: *Diana Burns/Ursula Paredes/Corazon Narvaez/Julia Tavares/Florissa
Abreu/Liliana de Garcia*

Production et distribution: *Magda Canals*

Traduction: *Agnès Boonefaes/Yvonne Bellion*

Composition et mise en page: *Ninón León de Saleme*

La femme et la famille

Ce numéro de notre bulletin porte essentiellement sur le rôle de la femme au sein de la famille - en hommage au fait que 1994 est l'Année internationale de la famille. Nous présentons non seulement un dossier intitulé "Familles -mythes et réalités", mais aussi une version résumée de la monographie occasionnelle préparée par l'INSTRAW à l'intention du Secrétariat de l'Année internationale de la famille. Cette monographie novatrice fournit des preuves qui font réfléchir sur l'importance d'une approche de la famille tenant compte des questions de genre au moment d'examiner les politiques destinées à alléger la pauvreté. Toute personne s'intéressant au développement et à la famille doit lire les idées contenues dans cette monographie. Comme le souligne l'article, la famille n'est pas homogène. Si nous voulons apporter notre appui à l'incorporation de la famille au processus de développement, il est vital de reconnaître que les résultats seront différents selon que l'homme ou la femme sera au centre de notre attention.

Pour compléter notre numéro spécial d'INSTRAW Nouvelles consacré à la famille, nous avons des documents intéressants sur des familles de différentes parties de l'Asie et de l'Afrique - apports qui devraient également contribuer à illustrer le truisme qu'il est impossible de donner de la structure familiale une définition étroite s'appliquant à toutes les cultures. Peut-être devrions-nous nous contenter de la définition la plus vague, celle donnée par la spécialiste en développement infantile, Arie Bronfenbrenner qui a dit: "la famille c'est un groupe d'individus qui ressentent une préoccupation irrationnelle pour chacun d'entre eux".

Ce numéro contient également des données récentes sur quelques-uns des projets de l'INSTRAW et un rapport sur l'état des travaux de nos plus récents programmes de base, une étude sur l'impact des différentes stratégies utilisées pour l'octroi de prêts, selon une perspective de genre. A une époque où l'on se sert de plus en plus des facilités de crédit aux micro-entreprises, comme un moyen pour alléger la pauvreté, il convient de s'efforcer d'identifier les facteurs importants pour le succès de projets de ce type, non seulement en tant qu'institutions financières solides mais aussi en ce qui concerne l'amélioration des conditions de vie des groupes ciblés. Une fois de plus le genre sera une variable capitale qui déterminera les résultats. Les comptes-rendus sur les études de cas effectuées de concert avec l'étude permanente que l'INSTRAW réalise sur l'emploi du temps constituent eux aussi matière à réflexion. Ce travail a pour objectif de mettre au point des outils pour mesurer la valeur du travail non rémunéré à l'échelon international. Ce travail a déjà donné des aperçus fascinants qui peuvent dès à présent fournir des informations pour les politiques de développement. Enfin, il y a un rapport intéressant que nous avons réuni à partir de documents en provenance de nos points focaux sur leurs activités pour l'Année internationale de la famille.

EDITORIAL





Familles mythes et réalités

Mille neuf cent quatre-vingt-quatorze est l'Année internationale de la famille. Le mot famille recouvre l'un des concepts les plus universels qui soit. Chacun s'en fait sa propre représentation, qu'il vive ou non au sein d'une famille. Par ailleurs, "famille" est un mot qui véhicule de très nombreuses nuances en matière de signification et qui est empreint de rêves et de mythes.

Que signifie donc le mot "famille"? L'ONU la définit comme "la plus petite des démocraties au coeur de la société", ce qui résume bien ce qu'il y a de plus important dans la famille : ses relations avec le monde plus vaste de la politique, ses fonctions en tant que centre affectif et refuge des individus de même que son rôle central dans la société. La famille est l'unité sociale de base. Mais la famille peut vouloir dire des choses différentes pour des gens différents et ce n'est pas toujours une démocratie.

Problèmes de définition

Même des dictionnaires de référence, comme le Webster et le Dictionnaire anglais d'Oxford ont du mal à se mettre d'accord sur une seule définition, et ils préfèrent parer à toute éventualité en donnant une multitude de définitions. Celles-ci vont depuis un groupe de personnes unies par des liens du sang ou ayant des ancêtres communs; un groupe uni par des convictions partagées; un ménage (y compris les domestiques); une relation de camaraderie; une personne ou un groupe provenant

d'une même souche; un groupe d'individus habitant sous le même toit et ayant le même chef; unité de base de la société, composée de deux adultes au moins qui vivent ensemble et s'entraident pour élever leurs enfants; jusqu'à un lignage aristocratique ou un groupe de choses ou d'animaux similaires (comme la famille des anthropoïdes). Les sociologues et les anthropologues soulignent le fait que famille implique parenté, puisqu'un ménage est un groupe de personnes vivant ensemble - et que famille et ménage peuvent coïncider ou non.

Les adeptes du tueur charismatique Charles Manson prétendaient former une "famille", et, au Brésil, des groupes nombreux de gamins des rues se désignent comme la "famille" quand ils parlent les uns des autres. Dans de nombreux pays, dire à quelqu'un qu'il "fait partie de la famille", c'est une manière de lui dire qu'il fait partie des intimes - indépendamment des liens du sang. Un couple homosexuel, avec ou sans enfants, peut se considérer comme une famille, comme cela peut être également le cas de groupes d'amis partageant la même maison, ou d'une mère célibataire avec ses enfants ou d'une famille élargie (avec ou sans les deux parents qui en constituent le centre).

Une idée étroite de la famille prévaut encore dans les pays industrialisés

Etant donné le vaste éventail de significations, il peut se révéler surprenant qu'il y ait tellement de gens dans les pays industrialisés qui

s'en tiennent encore à une idée étroite de ce qu'est la famille. Même si de nombreuses personnes dans le monde ne vivent pas, et n'ont même jamais vécu, au sein d'une famille nucléaire "traditionnelle", l'image de la mère, du père et de deux enfants souriants (un garçon et une fille, naturellement), et peut-être une douce grand-mère aux cheveux blancs assise à l'arrière-plan, domine de manière frappante dans le monde occidental. Plus encore, la femme, en tant que mère et nourricière, est au centre de toutes les images de la famille traditionnelle, dans le monde entier.

Les médias montrent la famille nucléaire idéale

Il n'est peut-être pas tellement surprenant que la notion idéale de la famille nucléaire soit si généralisée dans les pays industrialisés, puisque c'est l'image de la famille qui a été véhiculée par la culture populaire et les médias occidentaux tout au long de ce siècle tout au moins.

Des chansons populaires ont mis le rêve en musique, comme dans "Tea for two" :

"Nous construirons une famille,
Un garçon pour toi, une fille pour moi,
Ne vois-tu pas comme nous serons heureux?"

La littérature occidentale, comme c'est le cas dans *Rebecca of Sunny Brook Farm*, *Ann of Green Gables* et d'innombrables autres livres et histoires ont perpétué cette image d'une seule pièce, tout en

rose, de la famille, comme l'ont également fait les bandes dessinées, depuis *Mafalda* jusqu'à *Blondie*. Même le personnage comique, Casper, le fantôme bienveillant, provient d'une famille nucléaire. Presque partout dans le monde, les magazines féminins se sont fait un plaisir de diffuser la notion idéalisée de la famille de classe moyenne, entourée de tout le cérémonial qui va avec, depuis la table recouverte de plats cuisinés à la maison jusqu'aux sols reluisants de propreté. Dans la plupart des pays, les programmes de radio et de télévision ont idéalisé la famille nucléaire dès les débuts des médias et ils ont diffusé le message que le véritable bonheur et le plein épanouissement se trouvaient dans la famille nucléaire. *Lassie, the Waltons, the Cosby Show, the Flintstones* et *Family Ties* sont des exemples de programmes de télévision américains qui ont contribué à consolider dans les salles de séjour de toute la planète l'image idéale d'une famille nucléaire heureuse.

C'est un idéal qui a été associé au succès et au bonheur. Consciemment ou non, il a été exporté et préconisé presque comme le préalable d'une société développée dans des pays où avaient peut-être cours des traditions très différentes.

La famille nucléaire heureuse attire presque tout le monde

Il est facile de comprendre pourquoi cette image de bonheur de

la famille nucléaire est tellement attirante. Le besoin d'être accepté, aimé et soutenu est commun à tous les êtres humains et c'est à la famille que la plupart des individus s'adressent pour satisfaire ces besoins. Le proverbe familier "la voix du sang est la plus forte" signifie que la famille ou les liens du "sang" sont généralement ceux qui tiennent bon et qui continuent à exister même lorsque les liens d'amitié ou autres se modifient ou s'affaiblissent. Dans le monde entier, la plupart des gens s'adressent d'abord à leur famille - quelle que soit la forme adoptée par celle-ci - quand ils ont besoin de soutien et d'aide en périodes de crise.

Promotion de l'image de marque de la famille nucléaire heureuse

Les réclames et la publicité, que l'on a accusé souvent d'être les champions du conservatisme dans la société et de maintenir le statu quo, ont beaucoup contribué à convaincre le public occidental que la famille "type" est l'endroit où l'on est heureux, où l'on est en sûreté, où la mère reste à la cuisine à faire des gâteaux, toujours prête à donner à ses deux enfants sains et bien élevés des conseils affectueux et pleins de bon sens, où le chien fidèle apporte au père de famille sa pipe et ses chaussons dès qu'il franchit le seuil de la maison après une rude journée de travail comme employé de bureau. La mère est heureuse et satisfaite de sa vie

consacrée à sa maison et à sa famille, nous a dit la publicité, et elle attache une importance capitale au degré de propreté des vêtements et à la marque de céréales qu'elle achète pour le petit déjeuner.

Cette image idéale de la famille a été incarnée parfaitement par le peintre américain, Norman Rockwell, dont les tableaux de charmants bambins, d'animaux et de familles heureuses continuent à être populaires et sont reproduits régulièrement sur les calendriers.

Les politiques reflètent ce rêve

De nombreux politiciens - et par conséquent, les politiques - sont restés attachés à cette idée attirante, bien que pas particulièrement réaliste, de la famille. La famille étant un concept tellement amorphe et difficile à définir, il convient de lui attribuer la responsabilité de nombreux maux sociaux. Il est courant d'entendre les politiciens, de même que les groupes conservateurs de la société, déplorer les changements intervenus dans la société moderne et le "vide moral" qui menace, soit disant, la santé de la famille traditionnelle. Des fondamentalistes religieux de toutes confessions joignent leurs voix aux divers mouvements de droite pour annoncer lugubrement que la dégradation de la famille et des valeurs qu'elle défend mènera au chaos et à la destruction de la société. Ils parlent souvent avec nostalgie de l'époque où les valeurs de la famille étaient au zénith; où les hommes étaient les chefs de famille incontestés, où les femmes se contentaient de rester chez elles et d'élever leurs enfants et où tout

Diana Burns

Diana Burns, consultante et journaliste néo-zélandaise, est une spécialiste des médias. Elle est l'auteur de cet article ainsi que d'autres études publiés par l'INSTRAW.

le monde était bien plus heureux et par là même plus prospère.

Mais en quoi consiste exactement la famille occidentale traditionnelle? Le tableau idéalisé qu'a peint Norman Rockwell et que prônent les fondamentalistes était-il vraiment conforme à la plupart des familles?

L'âge d'or de la famille occidentale n'a jamais existé

Ce n'est pas en tout cas l'avis de la chercheuse Valentine Moghadam, qui dans sa monographie intitulée "Etude de la famille : genre, développement et équité" soutient que, malgré des recherches en profondeur, les historiens occidentaux n'ont jamais pu mettre en évidence le fabuleux "âge d'or de la famille".

Dans l'Europe du dix-septième siècle, par exemple, les mariages étaient conclus en fonction de la famille et de ses richesses et non par amour ou libre choix. Deux enfants sur dix mouraient en bas âge et deux autres mouraient avant le mariage ou ne se mariaient jamais. Ceux qui survivaient passaient leur vie d'adultes à procréer et à élever des enfants. La plupart des gens à cette époque avait, dit-elle, une vie dure, souvent brutale, pauvre et confinée. De nombreuses femmes étaient battues, les enfants étaient abandonnés, et les familles se battaient sans cesse contre la maladie ou le chagrin d'avoir vu mourir leurs enfants. Ce n'est pas vraiment une image tout en rose de la vie de famille.

Même avec l'inévitable marche en avant due au progrès, le dix-huitième et le dix-neuvième siècle n'ont guère été plus heureux pour la plupart des familles européennes.

Les maladies, la pauvreté, les mauvaises conditions de vie et les changements provoqués par les guerres et la révolution industrielle étaient le lot presque de tout le monde, à l'exception de quelques privilégiés. Même les familles plus aisées n'étaient pas à l'abri de la maladie, de la violence familiale et des deuils constants causés par le décès prématuré d'enfants et d'autres membres de la famille. Les épouses, les filles et les mères étaient encore considérées dans les familles aisées comme la "propriété" de leurs époux et pères, et elles n'avaient pratiquement aucune liberté.

Nostalgie des valeurs familiales toutes simples

C'est un lieu commun pour les gens qui affrontent les tensions et le stress de la vie dans les grandes villes du vingtième siècle de parler avec nostalgie de la douceur et de la simplicité de la vie rurale paysanne et d'idéaliser ses solides valeurs familiales. Mais au fil de l'histoire, le lot des familles paysannes a toujours été de travailler dur et de faire de longues journées, généralement dans la misère la plus noire. Le lot des femmes a été de travailler encore plus dur et plus longtemps que les hommes et de supporter le plus gros des inévitables problèmes et difficultés qui surgissent au sein d'une famille.

Mme Moghadam cite le chercheur Teodor Shanin qui a découvert que dans la société paysanne russe la femme était considérée comme une déshéritée, toujours soumise à l'autorité d'un homme (généralement son mari ou son père). Les disputes, la violence

et les discordes étaient monnaie courante. Presque partout dans le monde, les gens qui répètent qu'il faut revenir aux vraies valeurs familiales ont inévitablement la nostalgie d'être accueillis et cajolés à leur retour au foyer par leur douce petite femme. Non seulement il s'agit là d'une image pratiquement universelle, indépendamment de la religion ou de la culture, mais Mme Moghadam souligne que c'est celle qui a tendance à s'imposer dans le monde entier lorsque les changements sociaux s'accélèrent. Tout se passe comme si à ces époques si troublées et si chaotiques, les êtres humains aspiraient au confort et à la sécurité d'une famille qui regroupe tout, qui console de tout - même si cela est une chimère.

La nostalgie de l'appartenance

Empruntant une phrase de Karl Marx qui dit que la religion est l'opium des peuples, Mme Moghadam dit que le culte moderne de la famille et de la vie domestique "traduit une nostalgie réelle et cache également une réalité".

L'idéalisation de la famille est apparue récemment en Europe de l'Est avec la fin du communisme et dans les pays musulmans avec l'essor d'un puissant fondamentalisme religieux. Les époques de récession économique ont également tendance à faire entendre des avertissements bruyants sur la mort de la famille et des appels en faveur du retour à la famille "traditionnelle". C'est pourquoi des souhaits de ce genre ont surgi au cours des années 80, lors de la récession qui a sévi dans la plupart des pays du monde.

LA FAMILLE ET L'ÉCONOMIE

La récession touche surtout les femmes

Pendant les périodes de récession, quand le nombre d'emplois diminue, que les dépenses gouvernementales diminuent et que le chômage progresse, le prix que les femmes pauvres paient pour ces ajustements et ces compressions de dépenses est plus lourd que pour n'importe quel autre groupe. Souvent, pour compenser la diminution des revenus familiaux lorsque les membres de la famille perdent leur emploi, les femmes travaillent encore plus. Elles ont tendance à dormir moins longtemps, et même à manger moins - mais rien de cela n'est consigné dans les statistiques officielles.

L'une des caractéristiques de la récession des années 80 a été une crise généralisée en matière de soins de santé. Elizabeth Jelin met en évidence dans une étude intitulée "Relations intrafamiliales en Amérique latine", réalisée à l'intention de la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) qu'en Amérique latine, elle a touché plus particulièrement les femmes, puisque ce sont surtout elles qui ont recours aux soins et aux services hospitaliers pendant leurs grossesses, pour leurs accouchements, la planification de la famille et pour les soins de santé dispensés à leurs enfants.

Dans de nombreux pays, au cours des années 80, il fallait attendre plus longtemps un lit d'hôpital, l'accès aux services hospitaliers était plus difficile et il y

avait moins de soins dispensés à domicile ou dans le quartier. Les femmes ont dû chercher des solutions de remplacement, ce qui, selon Elizabeth Jelin, les a poussées à passer du domaine privé au domaine public. Un nombre considérable de femmes ont formé des groupes de pression afin d'obtenir davantage de services ou bien elles se sont lancées dans des organisations pratiques comme la distribution de vêtements et de nourriture.

Entrée de la femme sur le marché du travail salarié

L'un des facteurs qui a le plus de conséquences pour la famille est le grand nombre de femmes qui rejoignent actuellement les rangs des salariés. La séparation traditionnelle qui existait au sein des familles dans la plupart des pays de la planète entre le "petit" monde domestique de la femme et le "vaste" monde extérieur du travail, de la politique et des problèmes internationaux n'existe plus à un degré aussi prononcé. Selon Elizabeth Jelin, ceci entraîne une "transformation en profondeur" de la famille.

Non seulement la femme est moins souvent à la maison qu'auparavant, mais le fait de gagner de l'argent qui lui appartient en propre (pour minime que soit cette quantité) lui ouvre de nouvelles possibilités. Si elle est capable de gagner sa vie, elle peut décider de s'en aller au lieu de se résigner à une situation familiale qui peut être douloureuse, difficile ou même dangereuse. La femme qui auparavant n'avait pas accès à des revenus n'avait aucune chance de se sortir d'un "mauvais" mariage,

même lorsque celui-ci se caractérisait par des conflits et de la violence. Dans de nombreux pays, le stigmate de la séparation et du divorce, indépendamment des considérations économiques, obligeait les familles à rester ensemble - même malheureuses. De nos jours, ce stigmate a presque partout perdu de sa force, et la femme a, dans la plupart des pays, une liberté sociale plus grande qu'avant.

Famille ou travail

De façon fort opportune, le concept de famille traditionnelle repose sur celui de la femme au foyer, ne faisant pas partie de la main-d'oeuvre salariée, ce qui l'exclut du calcul des actifs - et des statistiques relatives aux actifs.

Mais écarter la femme de la population salariée et reconnue comme telle, ou lui en interdire l'accès, ne veut pas dire pour autant qu'elle ne travaille pas. Dans le monde entier bien peu de femmes passent leurs journées sans sortir de chez elles. La plupart d'entre elles sont engagées, et l'ont toujours été, dans des stratégies de survie dans le secteur informel, en tant que manoeuvres agricoles, petites exploitantes agricoles, vendeuses, balayeuses, cuisinières, marchandes des quatre saisons... tout en se préoccupant de maintenir le foyer allumé. En Tanzanie, par exemple, 50 pour cent des femmes travaillent dans le secteur informel; dans les villes d'Indonésie et du Pérou, elles sont 33 pour cent, selon le document de l'ONU " *La femme dans le monde : des idées et des chiffres, 1979-1990*. Cependant, comme ces femmes ne font pas partie des actifs du secteur formel, elles passent



inaperçues des idéologues et des dévoreurs de chiffres. Elles sont, de ce fait, restées "invisibles" à l'échelon officiel.

Le travail non rémunéré de la femme subventionne les actifs

La chercheur Monika Vyslouzil indique clairement dans une monographie préparée à l'intention d'une réunion des Nations Unies sur l'Année internationale de la famille que c'est grâce au travail non rémunéré de la femme que la famille contribue et se joint à la main-d'oeuvre dont dépend la société. La famille fournit de la main-d'oeuvre, des biens et des services, et ce sont les femmes de la famille (en particulier les mères) qui rendent cela possible. Grâce à leur travail non rémunéré, les femmes subventionnent l'Etat. Ce sont essentiellement elles qui sont responsables de la santé et du bien-être de la famille. Elles doivent trouver la nourriture pour alimenter les membres de la famille, et elles essaient de s'assurer que celle-ci est

nourrissante - gardant souvent la moins bonne pour elles-mêmes ou mangeant le moins possible. (La comédienne britannique Victoria Wood a trouvé pour désigner cela le nom de "syndrome de la côtelette brûlée"). Les femmes sont également les principales responsables de l'éducation des enfants et de s'assurer que la famille dispose d'un logement propre et confortable.

Comme ce travail des femmes est "informel", l'Etat s'en tire à bon compte non seulement pour leur rémunération et la reconnaissance de leur statut, mais également en ce qui concerne les services sociaux et le soutien approprié. Les études sur l'emploi du temps qui estiment le travail rémunéré et non rémunéré dans le monde entier montrent que, dans la plupart des cultures, qu'elles soient développées ou en développement, le temps de travail des femmes dépasse en moyenne de 25 pour cent celui des hommes, selon *The World's Women*. L'INSTRAW se consacre actuellement à des études qui

Une famille de Belle Fontaine (Haïti), sur le seuil de sa maison.
UNICEF / 714 / Nicole Toutounji.

fourniront des informations supplémentaires sur ce phénomène mondial.

Les valeurs familiales (un endroit sûr, alimentation, confort, partage, protection et affection mutuelle, entre autres) sont en conflit permanent avec les valeurs actuelles du monde "de tous les jours" qui est presque partout un monde masculin, individualiste, compétitif et où règne la loi du marché. Mais malgré ces tensions, c'est la famille qui permet à cet autre monde d'exister.

La "pierre du foyer" familiale

Il est tout à fait évident que les femmes, qu'elles fassent partie ou non de la main-d'oeuvre rémunérée, contribuent de manière décisive à la prospérité économique de tous les pays. Leur participation est indispensable au développement social

Modèles familiaux en Afrique sub-saharienne

et économique. Si la famille constitue, comme beaucoup le disent, l'unité de base de la société, les femmes en sont la pierre angulaire (ou faudrait-il dire la pierre du foyer?).

La femme comme dispensatrice des soins

Dans les familles élargies d'autrefois, la femme s'occupait traditionnellement des membres de la famille qui étaient âgés, invalides ou incapables pour une raison ou une autre de se débrouiller tout seuls. Ce rôle de dispensatrice de soins fait peser un fardeau de plus en plus lourd sur la famille dans les régions où prédomine la famille nucléaire, où l'émigration disperse les membres de la famille, où le nombre de femmes parmi la main-d'oeuvre salariée est en progression et où sont intervenus d'autres changements importants au sein des structures familiales. Dans les pays développés, les gens avec des ressources financières suffisantes, paient pour que les membres de la famille qui en ont besoin reçoivent des soins professionnels dans une résidence pour personnes âgées ou dans un autre type d'établissement. Dans les pays socialistes et dans ceux jouissant de systèmes très avancés en matière de couverture sociale, comme les pays scandinaves, l'Etat se charge souvent de ces soins. Pourtant, des études réalisées en Norvège et en Grande-Bretagne ont montré que, malgré tout, les femmes passent davantage de temps que les hommes à s'occuper d'un nombre croissant de parents âgés. Dans les pays en développement, les femmes n'ont souvent pas le choix et elles doivent s'occuper elles-mêmes des

Tous les régimes familiaux ne ressemblent pas au type nucléaire qui a été tellement idéalisé dans les pays occidentaux. Dans la plus grande partie de l'Afrique sub-saharienne, le régime familial traditionnel présente cinq caractéristiques très particulières : (1) filiation patrilinéaire, (2) résidence patrilocale, (3) polygamie, (4) la femme est le soutien économique de ses enfants, et (5) mari et femme font "bourse à part" - c'est à dire que leurs sources de revenus et leurs obligations en matière de dépenses diffèrent.

La quasi totalité des régimes de parenté se caractérise par une filiation patrilinéaire - l'identité familiale des individus est déterminée par leur ascendance paternelle. Le lieu de résidence est patrilocal, ce qui signifie que lorsque un jeune couple se marie, il va

s'installer dans le village de la famille paternelle du mari.

Traditionnellement, le chef de la lignée patrilinéaire du village leur accordait à tous les deux, mari et femme, un "droit d'usage" sur une parcelle afin qu'ils l'exploitent. Mais ces droits n'étaient pas permanents car la plupart des exploitations agricoles consistaient à alterner une culture de "coupe et brûlage" (connue également sous le nom d'horticulture de sarclage). Au bout d'une ou de plusieurs saisons, les nutriments de ces sols tropicaux peu profonds et acides sont épuisés et les mauvaises herbes reprennent le dessus, si bien que les terres sont laissées en jachère pour se régénérer et de nouvelles parcelles sont déboisées. Dans le monde entier, les femmes ont une importance capitale comme cultivatrices de cultures

maraîchères itinérantes; les informations recueillies dans 376 systèmes de ce type par George Murdock ont montré que les hommes en étaient les principaux cultivateurs dans vingt pour cent d'entre eux seulement.

Une femme mariée était supposée cultiver la terre pour son mari, mais elle avait le plus souvent le droit d'intercaler ses propres cultures entre les sillons et/ou de cultiver une parcelle qui lui appartenait en propre. Le mari recevait généralement une partie des aliments ou des revenus obtenus par la femme grâce à ses cultures, son élevage, ses activités artisanales et commerciales.

Il était donc avantageux pour un homme d'avoir plus d'une femme - polygamie - et c'était la modalité matrimoniale qui prédominait. Même actuellement, la



Une mère et son enfant à Djibo, à la frontière malienne. Photo ONU/John Isaac.

polygamie reste assez fréquente (elle représente de 30 à 47 pour cent des mariages dans la plupart des neuf pays africains inclus dans l'Enquête mondiale sur la fertilité, selon les chiffres des Nations Unies).

Comme la femme est une productrice importante, on s'attend dans la plupart des groupes ethniques à ce qu'elle subvienne partiellement ou totalement aux besoins de ses enfants. Mais les différentes épouses ne mettent presque jamais en commun leurs ressources économiques (bien qu'elles se partagent les tâches ménagères et le mari). Par ailleurs, maris et femmes ne font que rarement bourse commune. Au contraire, leurs revenus sont normalement dans des bourses différentes, qui portent l'étiquette "à lui", "à elle" et "à eux" - et ce qui va dans cette dernière est infime. Cela signifie que l'homme et la femme ont des sources de revenus et des incitatifs différents, de même que des obligations distinctes en matière de dépenses.

De trop nombreux projets de développement sont partis de la même supposition catastrophique que toutes les familles ressemblent réellement à la famille nucléaire occidentale idéale et ils ont attribué aux hommes, chefs de famille, tous les revenus produits par les projets. Quand il avait été prévu que les femmes fournissent de la main-d'œuvre pour le projet sans en retirer aucun bénéfice direct, elles essayèrent souvent de s'y dérober autant que possible. Si le projet concernait une culture que les femmes faisaient pousser auparavant pour leur profit personnel et le projet réorientait ces revenus vers leurs maris, l'autonomie économique des femmes et leur capacité à faire vivre leurs enfants diminuèrent. Ces projets ont souvent échoué et le bien-être des femmes et des enfants en a pâti.

Négliger les exploitantes agricoles africaines a nu non seulement aux familles, cela a aussi aggravé la crise alimentaire africaine. Pour y remédier, il faudra donner de l'assistance aux femmes des régions rurales tant pour leurs cultures que pour leurs revenus. 

membres de la famille qui le requièrent - en supplément de leurs autres tâches et responsabilités.

LA PHYSIONOMIE DE LA FAMILLE EST EN TRAIN DE CHANGER

Malgré sa prédominance, l'image de marque de la famille nucléaire parfaite rencontre de nombreux problèmes. D'abord, elle n'est pas le fait de la majorité des familles. Elle ne s'applique pas aux ménages, de plus en plus nombreux à travers le monde, dont le chef de famille est une femme. Dans un certain nombre de pays, un ménage sur trois et même davantage parmi ceux classés comme défavorisés a une femme comme chef et soutien de famille, principalement dans les zones rurales d'Afrique, de la Caraïbe et dans les bidonvilles des grandes villes d'Amérique latine.

Augmentation du nombre de femmes chefs de famille

Les femmes sont chefs de famille pour de nombreuses raisons. Il se peut qu'elles aient eu des enfants sans être mariées ou qu'elles aient été abandonnées par leurs maris ou partenaires. Ou bien elles ont la responsabilité de la famille quand les hommes émigrent de façon saisonnière ou pour plus longtemps afin d'essayer de trouver du travail ailleurs (comme cela est particulièrement fréquent en Asie, en Afrique et en Amérique latine). Il se peut que les hommes soient partis à la guerre ou qu'ils aient été tués dans des conflits. Dans plusieurs pays, des luttes armées ont déchiré et séparé un nombre infini de familles, surtout dans les zones rurales.

En tant que chefs de famille les femmes sont vulnérables et souffrent d'une double discrimination. C'est à elles seules qu'incombe la responsabilité d'élever les enfants et de subvenir à leurs besoins, mais elles doivent le faire dans un milieu où non seulement elles disposent de bien moins de temps, d'énergie et de ressources que les hommes mais en plus elles ne peuvent pas apprendre autant de choses concernant leur travail qu'eux.

Un pourcentage élevé de ces femmes chefs de famille sont parmi les plus pauvres du monde et ce pourcentage a également tendance à s'accroître de même que le nombre d'enfants vivant à la maison. Lorsqu'elles habitent dans un quartier misérable, elles sont même rarement comptées dans les statistiques. C'est pourquoi leur grande pauvreté n'est souvent pas comptabilisée ni officielle, et ces familles ne remplissent pas les conditions voulues pour avoir droit aux programmes sociaux qui les doteraient d'un logement et d'autres avantages, même dans les pays où ces derniers sont disponibles.

La famille élargie est importante dans les pays en développement

Malgré une tendance générale dans le monde entier à des familles moins nombreuses, la famille nucléaire ne s'est jamais vraiment implantée dans certaines parties du monde où, pour des raisons aussi bien économiques que culturelles, la famille élargie est encore d'une importance vitale. En Amérique latine, par exemple, la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (CEPALC) informe que la famille élargie est encore très

en vogue en tant que structure sociale - même lorsque les membres de la famille ne vivent pas tous ensemble.

Des études ont montré que la famille élargie et les relations de voisinage sont particulièrement importantes pour les femmes chefs de famille. Souvent, celles-ci se comportent comme des systèmes informels de sécurité sociale dans des situations d'urgence, telles que maladies, décès, perte d'emploi, violence familiale ou crise du logement. Cependant, les personnes vivant dans la pauvreté absolue, et ce sont celles qui sont le plus dans le besoin, sont souvent dépourvues de tout réseau susceptible de leur donner la sensation d'appartenance - comme dans le cas d'une jeune mère célibataire que sa famille a rejetée. Il est important de reconnaître également que les réseaux d'aide mutuelle, quelle que soit leur force, ne peuvent pas remplacer un service étatique de sécurité sociale géré par l'Etat. Les structures d'assistance informelles, spécialement parmi les gens les plus défavorisés, peuvent se défaire si trop de pressions sont exercées sur elles.

Les familles biparentales sont les moins fréquentes

La famille fait actuellement l'objet de transformations profondes. La famille biparentale traditionnelle est en train de devenir rapidement un article rare dans la plupart des pays du monde. En Grande-Bretagne, en 1988, cette description ne s'appliquait qu'à un ménage sur quatre, selon le *Rapport sur le développement humain* du Programme des Nations Unies pour le développement. Aux Etats-Unis,

moins de 10 pour cent des familles correspondent à "la représentation de Norman Rockwell" d'une famille nucléaire composée d'un mari, seul soutien de famille, et d'une femme et d'enfants à charge. Dans la plupart des endroits les taux de divorce sont en hausse, il y a moins de mariages et davantage de personnes vivent seules.

Pour la femme, ces changements peuvent être à l'origine d'une recrudescence de la pauvreté mais aussi de plus grandes possibilités. Les bonnes occasions économiques sont moins nombreuses pour les femmes que les hommes et elles sont presque toujours plus pauvres qu'eux au sein de leur groupe social.

MENACES CONTRE LA FAMILLE

Menaces contre la famille rurale

Un pourcentage appréciable de familles rurales - 63 pour cent environ - vivent en-dessous du seuil de pauvreté en Amérique latine, ainsi que l'ont écrit les chercheurs Chiriboga et Plaza dans une monographie réalisée pour la CEPALC intitulée "La famille rurale et l'ethnicité en Amérique latine". Les parents les plus pauvres sont généralement à peine scolarisés et ils travaillent à leur compte, comme petits exploitants d'une agriculture de subsistance ou comme tout petits producteurs. Comme ces familles rurales pauvres dépendent des apports en main-d'oeuvre et des revenus des membres de la famille, elles ont tendance à considérer une famille nombreuse comme un moyen d'accroître la main-d'oeuvre et les ressources dont elles

disposent. Plus les enfants sont nombreux, plus il y a de travailleurs pour rapporter à la maison de quoi manger. Cependant, ce fardeau pèse tout particulièrement sur l'épouse et mère qui doit non seulement mettre les enfants au monde et en prendre soin une fois qu'ils sont nés mais aussi faire sa part de travail à l'extérieur.

Les femmes âgées jouent souvent un rôle central dans les familles en matière d'éducation, de santé et de soins en général. Ceci est particulièrement vrai dans les familles "mélangées" où la mère a la charge d'enfants de pères ou compagnons différents.

Les années 80 ont été la décennie de la crise économique en Amérique latine. Chiriboga et Plaza disent également que le niveau de scolarité des enfants des zones rurales a baissé en Amérique latine pendant les années 80 à cause de l'accroissement de la pauvreté parmi les familles rurales. Les besoins familiaux forcent les enfants à travailler dur et à contribuer aux revenus familiaux au lieu d'étudier. Ces enfants-là n'ont pas d'adolescence - ils doivent passer directement de l'enfance à la condition d'adultes responsables et productifs.

Paradoxalement, dans les zones rurales où la pression démographique sur des terres peu nombreuses a provoqué une subdivision excessive de la propriété, si bien que les fermes sont devenues trop petites pour subvenir complètement aux besoins de toute une famille, on a souvent assisté à un resserrement de la famille vers le type nucléaire (ou celle ayant une femme comme chef de famille). Parallèlement, dans de nombreuses villes, au fur et à

mesure que la crise économique rend la survie économique plus précaire, des proches se regroupent, si bien que des ménages plus vastes, plus complexes se forment, afin de profiter d'économies d'échelle et de stratégies de survie multiples.

Les femmes et les enfants sont en majorité parmi les réfugiés

La population mondiale des réfugiés s'est considérablement accrue au cours des années 80. Au commencement de la décennie, il y avait 8 millions de personnes déplacées dans le monde, selon les statistiques des Nations Unies. En 1988, ce nombre atteignait 14 millions. Les guerres, les conflits ethniques, la dégradation de l'environnement et ses conséquences (inondations, érosion, baisse de la productivité, mauvaises récoltes, manque d'eau potable, etc.) tout cela a contribué à cet énorme chiffre. Les femmes et les enfants représentent la grande majorité parmi les réfugiés du monde entier, de 70 à 80 pour cent, selon le rapport de l'ONU, *The World's Women*. Bien que cela soit une proportion à laquelle on pourrait s'attendre dans une population à taux de fécondité élevé (environ cinquante pour cent d'enfants et la moitié des adultes), les femmes et les enfants sont de loin les plus démunis des réfugiés mondiaux.

Des millions de familles émigrent chaque année

Les statistiques concernant la population des réfugiés mondiaux ne prennent pas en considération l'émigration des individus et des familles qui se produit normalement des campagnes vers les agglomérations et les villes.

Dans les pays en développement, la pauvreté et la faim sont plus grandes dans les zones rurales et les familles sont forcées de se déraciner et de partir, à la recherche de nouvelles possibilités, d'un accès plus facile aux services, eau et assainissement notamment, et de moyens d'échapper à la pauvreté et à la famine. Les jeunes adultes forment les plus gros contingents d'émigrants. En Amérique latine, les femmes émigrent en plus grand nombre que les hommes; en Afrique et en Asie, les hommes sont en majorité parmi les émigrants. Dans de nombreux cas, les familles des émigrants au plus profond des campagnes profitent des virements que ces derniers envoient chez eux. Mais dans les zones rurales d'Afrique et d'Amérique latine, de nombreuses familles pauvres avec une femme comme chef de famille sont le résultat du non retour de la ville du mari-père de famille, qui n'envoie pas d'argent chez lui ou très peu, alors que la femme et les enfants se maintiennent en vie grâce à une agriculture de subsistance, un commerce à petite échelle ou en travaillant à la journée.

Accroissement de l'espérance de vie

Les progrès dans le domaine de la santé, de la nutrition et de la médecine qui ont fait progresser l'espérance de vie de nombreuses populations du monde entier ont eu une répercussion considérable sur la femme et sur la famille. Une vie plus longue a fait passer la durée virtuelle d'un mariage à 50 et même à 60 ans dans de nombreux pays développés, soit plusieurs dizaines d'années de plus en un siècle. Cette donnée statistique a

considérablement augmenté la possibilité qu'un mariage se termine par un divorce ou par une séparation, selon Elizabeth Jelin.

Le vieillissement de la population et le fait que la plupart des femmes vivent plusieurs années de plus que leur compagnon ont pour conséquence qu'un plus grand nombre de femmes âgées vivent seules et sans conjoint. Dans les pays développés, où les femmes vivent environ six ans de plus que les hommes, les femmes âgées représentent un pourcentage de la population qui s'accroît avec rapidité, mais la plupart jouissent de la couverture sociale gouvernementale. Dans les pays en développement, il n'y a qu'une protection gouvernementale réduite, voire inexistante, et le schéma traditionnel selon lequel les femmes âgées habitaient avec un de leurs enfants ou un parent plus jeune devient de moins en moins fréquent, à cause des changements intervenus au sein des structures familiales et que nous avons déjà analysés. Après une vie de rude labeur, les femmes âgées ne devraient pas avoir une vie pauvre et dégradante. C'est pourtant une réalité qu'affrontent de nombreuses femmes qui doivent survivre seules du mieux qu'elles le peuvent. Il est nécessaire d'élaborer de toute urgence des politiques sociales pour faire face à ce problème.

La violence familiale ne se cache plus

La violence au sein du foyer - qui s'exerce généralement à l'encontre des femmes ou des enfants - est une triste réalité pour de nombreuses familles à travers le monde. Dans un certain nombre de sociétés, cela

était considéré comme quelque chose de si secret et de si honteux que c'était rarement dévoilé. Dans beaucoup d'autres sociétés, cela allait de soi et c'était considéré comme naturel et "normal" au point d'être également presque invisible. Jusqu'à une date récente, ce n'était généralement qu'en cas de décès ou de blessures notoires provoquées par les coups qu'une telle violence familiale était finalement reconnue comme telle.

La plupart des chercheurs s'accordent pour considérer que la violence familiale naît de l'inégalité, de la hiérarchisation et de la domination des genres (les faits montrent bien que battre sa femme est moins fréquent dans les sociétés ayant une tradition établie depuis longtemps d'une plus grande égalité entre les genres). C'est le produit de déséquilibres structurels liés généralement à la manière dont hommes et femmes entrent en relation au sein de la société, mais qui s'exaspèrent souvent dans le milieu fermé, confiné de la famille.

Les causes de la violence familiale sont tout aussi profondes et complexes que l'inégalité elle-même. Quelques chercheurs croient que la détérioration de l'autorité de l'homme et de son rôle historique en tant que chef incontesté du ménage est l'un des principaux facteurs de la violence familiale. Ceci a été confirmé par des études qui montrent que la violence familiale augmente dans les familles où la femme travaille et commence à devenir la principale source de revenus de sa famille et où l'homme se sent menacé par le pouvoir économique croissant de sa femme. Ceci laisse supposer que certains hommes se sentent confus

et fâchés de ce qu'ils considèrent comme un changement dans leur rôle et qu'ils se défoulent de leur frustration par le biais de la violence ou d'un comportement autoritaire.

Etendue de la violence familiale

On sait que la violence familiale, qui va depuis les coups ou les mauvais traitements, la torture psychologique, la privation de nourriture, jusqu'à l'attentat à la pudeur ou le viol, est très fréquente dans la plupart des pays. Cependant, la plupart des sociétés la considèrent comme un mal social plutôt que comme un délit grave et elles ne s'en préoccupent que fort peu. Les criminologistes considèrent la violence familiale comme le délit le moins dénoncé du monde.

Il est clair que non seulement le problème de la violence familiale est extrêmement commun mais encore qu'il a d'énormes répercussions au niveau social le plus vaste, si bien que le terme "violence familiale" n'est vraiment pas approprié. La violence domestique est un problème qui ne se limite pas au foyer, et c'est un problème qui ne concerne pas seulement la femme et les enfants. Il concerne également l'Etat, toutes ses institutions et ses dirigeants.

Avec peut-être un certain pessimisme, Elizabeth Jelin considère que la vie de famille n'est pas forcément le meilleur endroit pour que les enfants apprennent l'égalité entre les sexes, car ce n'est souvent pas ce qu'ils y voient ni ce qu'ils y vivent. "La famille", dit-elle, "transmet les privilèges et reproduit les inégalités sociales".

LA FAMILLE - LE DOMAINE PUBLIC ET PRIVÉ

La famille c'est un lieu où les enfants font leur apprentissage

Salutaire ou non, il est indéniable que la famille est l'endroit le plus important pour l'éducation de la plupart des personnes. C'est là que pour la plupart nous apprenons les leçons les plus importantes sur la vie. Comme le dit le fameux proverbe anglais "confiez-moi un enfant pendant les sept premières années de sa vie et je vous rendrai un homme". (C'est certainement vrai également pour les petites filles!)

Les enfants reçoivent leurs premières leçons formatives en matière de savoir-faire, de valeurs, de normes et d'identité au cours des premières années de leur vie, avant d'être influencés fortement par l'école, leurs amis, les médias et d'autres facteurs extérieurs. Selon le comportement de sa famille et les principes de justice qui y règnent, l'enfant apprend à respecter le sexe opposé et à se comporter vis-à-vis de celui-ci, à résoudre amicalement les disputes, à partager et il acquiert la compréhension des principes de la démocratie. La nutrition, la sécurité, l'assainissement, la vaccination et une eau apte à la consommation, tout cela constitue les pierres de touche de la santé et tout cela s'apprend au sein de la famille et dépend dans une grande mesure de celle-ci. Cependant, la famille peut également être l'endroit où les gens souffrent à cause de problèmes sociaux, de l'exploitation et de mauvais traitements.

Une plus grande égalité entre les genres dans certaines familles de l'Asie du Sud-Est

A bien des égards, malgré la vision idéalisée que l'on s'en fait comme d'un "paradis dans un monde sans pitié", la famille est le reflet de la société et elle en est le microcosme. Parce qu'elle constitue le premier et le plus puissant milieu d'apprentissage, elle est aussi l'endroit le plus décisif quand il s'agit de cibler l'éducation et le développement.

Il est clair qu'il n'est pas possible de séparer le rôle et les droits de la femme de la santé de sa famille. Des thèmes comme la "féminisation" croissante de la pauvreté sont des facteurs clés pour la santé et les besoins de la famille. Cela a été reconnu par la Commission économique et sociale pour l'Asie occidentale (CESAO) qui a déclaré dans une monographie qu'elle a élaborée qu'"il fallait tenir compte de tous les changements intervenus dans la condition de la femme car ce sont les principaux éléments moteurs pour le changement de la famille".

Qui commande dans la famille?

Par tradition, dans la plupart des cultures, c'était le père, en tant que chef de famille, qui prenait les décisions concernant les autres membres de la famille et qui avait le droit de prendre des décisions au nom des membres de la famille qui étaient mineurs. Cependant, de nombreuses femmes - notamment celles qui gagnent leur vie - réclament désormais le droit de participer aux décisions concernant leurs enfants mineurs. Ceci a provoqué des tensions et des problèmes dans certaines familles, car leurs membres se résistent à

Toutes les familles ne sont pas aussi centrées sur l'homme que la famille nucléaire idéalisée des pays occidentaux ou que la plupart des familles de l'Afrique du Nord d'aujourd'hui ou de l'Asie du Sud, de l'Ouest et de l'Est. Dans certaines parties du Sud-Est asiatique, et notamment le Nord-Est de la Thaïlande et le Myanmar, les formes traditionnelles de la famille sont beaucoup plus égalitaires en matière de genre et ce sont souvent les femmes qui prennent les décisions et qui gèrent les finances.

Dans le Nord-Est de la Thaïlande, le modèle familial traditionnel se caractérise par une filiation et un héritage matrilineaires, une résidence matrilocale et une influence au moins égale de la femme au sein du couple, formé de partenaires. La parenté s'établit à travers les femmes et la résidence matrilocale implique que les jeunes mariés vont résider près des parents de la jeune femme. Les rizières se transmettaient généralement par héritage de mère en filles jusqu'à la génération actuelle. De nos jours, l'explosion démographique a tellement réduit la dimension des terres que beaucoup d'entre elles sont trop petites pour faire vivre une famille. C'est pourquoi des familles qui autrefois espéraient que leur fils obtiendrait des terres en se mariant avec une femme qui en possédait ont commencé à répartir leurs champs entre tous leurs enfants, garçons et filles.

Mais c'est encore la coutume que la plus jeune des filles reste chez ses parents, même après son mariage. Elle s'occupe d'eux jusqu'à leur mort et hérite alors de la maison et d'une part supplémentaire des terres. Non seulement les femmes sont propriétaires et ont le soutien de leur parenté féminine, mais ce sont également elles qui, traditionnellement, gèrent l'argent de la famille, quel que soit celui qui le gagne. L'homme et la femme travaillent dans l'exploitation agricole et ils ont d'autres sources de revenus. Le mari remet à sa femme l'argent qu'il gagne et elle lui donne son argent de poche. La femme a son mot à dire, décisif, pour les décisions concernant la procréation et les programmes de planification familiale thaïlandais, qui sont à la fois réputés et très réussis, ont obtenu les résultats les plus probants dans le Nord-Est.

Dans les autres régions de la Thaïlande, la place qu'occupe la femme au sein de la famille n'est pas aussi forte, en partie parce que l'homme gagne des revenus plus importants et a un contrôle relativement plus grand de ces revenus. Le Sud de la Thaïlande, proche de la Malaisie, présente le contraste le plus frappant avec le Nord-Est, mais même là, la femme occupe au sein de la famille une place beaucoup plus égalitaire que, pour ne citer qu'un exemple, au Bangladesh. En fait, la tradition bien établie que la femme travaille sur l'exploitation agricole et à des activités commerciales, gagne de l'argent et contrôle celui-ci et qu'elle ne soit pas fortement assujettie au sein de la famille s'étend à la plupart des régions du Sud-Est asiatique.

Au Myanmar, le régime familial n'est pas aussi matrilineaire que dans le Nord-Est de la Thaïlande. Les jeunes mariés choisissent l'endroit où ils veulent vivre (c'est ce que les anthropologues appellent le "mariage néolocal") et depuis longtemps les garçons et les filles ont les mêmes droits sur l'héritage. Là aussi, la femme est également celle qui gère traditionnellement l'argent du ménage et son avis est au moins aussi important que celui de l'homme dans les décisions familiales, y compris celles concernant la procréation. Font exception les régions du Myanmar proches du Bangladesh et de la Chine, qui sont beaucoup plus patriarcales.

Dans les villes, les femmes sont en majorité sur les marchés et dans le commerce. Dans les zones rurales, l'homme et la femme exécutent les travaux agricoles. Bien que le couple considère le gros bétail, tels que cochons, vaches et boeufs, comme faisant partie des biens en commun, la femme se considère propriétaire des poulets et des canards, qui abondent. (Les chevaux appartiennent aux hommes mais il y en a peu). La fabrication et la vente des cigares et des "cigarillos" restent le monopole de la femme.

Le régime familial de la République démocratique populaire lao présente le même modèle de parenté matrilineaire que le Nord-Est de la Thaïlande. La famille et l'égalité entre les genres varient beaucoup plus que n'en tiennent compte la plupart des politiques. 

accepter les changements qui surgissent dans les structures internes de pouvoir.

Les difficultés économiques, le chômage et le manque d'autres possibilités dûs à la récession obligent souvent les enfants à rester dans leur foyer une fois adultes parce qu'ils ne peuvent pas se permettre d'avoir un logement à eux. Ceci est aussi une source de problèmes, car leur manque de ressources économiques entre en conflit avec leur désir d'indépendance. Les tensions peuvent surgir du nombre de tâches domestiques qui incombe aux enfants et aux autres membres de la famille, de la requête des parents pour que les enfants contribuent aux revenus familiaux, des décisions concernant la manière dont l'argent gagné est dépensé, celui qui en a la garde, le temps qu'auront les membres de la famille pour les loisirs et du degré de liberté qu'ils auront au moment d'en profiter.

Dans de nombreux pays, il n'y a pas un seul âge pour la majorité mais plusieurs. Cet âge peut varier selon qu'il s'agit pour une personne de se marier, d'être propriétaire, de voter, de s'engager dans les forces armées, d'avoir des relations sexuelles et ainsi de suite. Des normes et règles différentes s'appliquent encore fréquemment aux filles et aux garçons. Ceci est particulièrement le cas pour les règles concernant les loisirs, et on permet encore aux garçons d'être indépendants, on s'attend même à ce qu'ils le soient, d'avoir des aventures et d'acquérir de l'expérience avant le mariage alors que l'on s'attend à ce que les filles restent soumises, pures et virginales

jusqu'à leur mariage. Ces lois différentes sont appliquées dans de nombreuses familles mais également dans la législation.

Rôle de l'Etat dans la famille

Dans la plupart des pays, la vie de famille a été considérée comme intime et comme n'étant pas l'affaire de l'Etat. Les politiciens de nombreux pays aiment dire que le gouvernement n'a pas à fourrer son nez dans les chambres ni dans les salles de séjour de la nation. C'est certainement un noble sentiment mais c'est également une source de problèmes pour de nombreuses femmes. Comme le dit Elizabeth Jelin, il y a "divergence entre le respect de la privacité et de l'intimité d'une part et les responsabilités publiques de l'Etat, d'autre part."

Cette divergence souligne la nécessité de redéfinir le rôle de l'Etat dans la famille. Il doit exister une différence nette entre la protection contre ce qui peut nuire, la promotion du bien-être et l'intervention inutile. La ligne de démarcation entre ce qui est du domaine public et ce qui est du domaine privé n'est pas tout à fait claire et cela a souvent été utilisé comme une excuse pour ne pas faire grand chose dans le cas de situations (comme la violence familiale par exemple) qui lèsent les femmes et les enfants.

En fait, l'Etat a toujours joué un rôle précis dans la vie de la famille. Les lois sur le divorce, le sexe, la régulation des naissances, l'avortement et la répartition des biens appartenant au couple le prouvent clairement.

LA FAMILLE ET LE CHANGEMENT SOCIAL

Changements dans les attitudes à l'égard du sexe et de la procréation

Depuis la fin des années 60, les restrictions et les tabous sexuels se sont atténués dans de nombreuses sociétés. Les gens ont désormais tendance à commencer plus tôt leur vie sexuelle active et le sexe n'est plus nécessairement associé uniquement à la procréation. Des méthodes de contraception plus efficaces ont permis à davantage de personnes d'avoir des rapports sexuels sans s'inquiéter d'un risque de grossesse. La tendance qu'ont les gens à commencer plus tôt leur vie sexuelle active et à avoir de plus nombreux partenaires sexuels au cours de leur vie a entraîné une propagation considérable des maladies à transmission sexuelle. Le fléau du sida, qui s'est étendu dans le monde entier à partir du début des années 80, continue à gagner du terrain sans qu'une guérison soit en vue. Cela a entraîné des changements dans les comportements sexuels au sein de certains groupes, mais partout où les hommes hétérosexuels continuent à avoir des rapports sexuels sans préservatifs avec des femmes qui n'ont pas le pouvoir de les obliger à en mettre un, les taux d'infection continuent à progresser.

Il est difficile d'échapper aux images, aux insinuations et à la commercialisation du sexe à la fin du vingtième siècle. Le sexe est devenu un produit très commercialisable et que l'on utilise, subtilement ou ouvertement, pour vendre

n'importe quoi, depuis un long métrage jusqu'à un dentifrice. Cependant, en dépit du plus grand degré de franchise existant de nos jours à l'égard du sexe et de ses effets, il y a encore énormément d'ignorance à son sujet.

Les changements dans le comportement sexuel sont en train d'avoir des répercussions profondes sur les familles, qui doivent en affronter les conséquences. Ils peuvent provoquer des mésententes entre parents et enfants et des conflits à cause de systèmes de valeurs différents. Mais il peut aussi s'agir de la nécessité de faire face à une grossesse non souhaitée de l'une des filles, aux conséquences économiques et sociales de cette grossesse, à l'obligation de subvenir aux besoins du bébé, à l'abandon scolaire ou à une maladie à transmission sexuelle.

Risques encourus par les mères adolescentes

Le nombre de grossesses chez les adolescentes de même que les taux d'avortements et de prostitution infantine s'accroissent un peu partout dans le monde. La CEPALC informe qu'en Amérique latine, par exemple, le pourcentage de naissances illégitimes chez les adolescentes est passé de 29 à 60 pour cent entre 1960 et 1980.

Ceci est le reflet d'un comportement très répandu, notamment dans l'hémisphère occidental, celui de très jeunes filles célibataires qui ont des bébés et qui les gardent. Ceci représente un risque grave, tant du point de vue physique, qu'éducatif et économique, pour la mère et l'enfant, selon la CEPALC. Ces jeunes mères ont généralement un

degré de scolarité formelle peu élevé et elles ne connaissent souvent même pas les règles élémentaires d'hygiène et de nutrition. Elles sont souvent des mères célibataires ou ont des unions peu stables qui se défont par la suite, les obligeant à essayer de faire vivre leur famille avec une aide financière minimale. Leur potentiel en matière de revenus est extrêmement limité et elles doivent souvent mettre très tôt leur enfant au travail, compromettant ainsi sa scolarité et son avenir. C'est ainsi que s'enclenche le cycle de la pauvreté et de la marginalité.

Le genre et la famille

Malheureusement, dans de nombreux pays, la contraception et une régulation efficace des naissances ne sont pas à la disposition des femmes ou bien elles ont un coût trop élevé. Dans certains pays, les femmes n'ont même pas le droit de mettre fin à une grossesse en cas de viol. Elizabeth Jelin fait remarquer que "l'on ne peut choisir une option en ce qui concerne la sexualité et la procréation que s'il existe la qualité de vie nécessaire et si l'on a accès aux services. Ceux-ci sont encore loin d'être disponibles ou répartis équitablement". Tant que la femme ne recevra pas de l'Etat une assistance appropriée et une formation en matière de sexualité et de procréation, le nombre de familles pauvres, défavorisées et instables continuera à s'accroître dans le monde.

Malgré le fait qu'elle constitue encore l'unité sociale la plus importante, la famille ne peut pas être considérée, de manière réaliste, comme une unité servant d'appui à la société à travers le monde entier.

Elle n'est pas non plus isolée de la société, elle en fait au contraire partie intégrante et elle est directement affectée par les politiques, pressions et programmes extérieurs.

Les changements rapides qui sont intervenus dans toutes les sociétés au cours de ces dernières décennies ont eu un effet profond et quelquefois traumatisant sur la famille. Etant donné l'éclatement et les modifications intervenus dans les structures traditionnelles, la plupart des familles se sont vues forcées de chercher de nouvelles modalités de fonctionnement et de comportement. Il est clair qu'indépendamment de la forme qu'adopte la famille, la femme, en tant que principal dispensatrice des soins aux malades, aux enfants et aux personnes âgées, est la personne clé pour sa santé et son bien-être. Au cours de ces dernières années, de plus en plus de femmes gagnent leur vie et contrôlent leurs revenus. Elles ont tendance à dépenser une plus grande partie de leurs gains que leurs maris pour la nourriture, la santé et l'éducation de leurs enfants. Ces revenus leur permettent aussi d'avoir davantage leur mot à dire en matière de procréation et autres décisions familiales. Mais dans la plupart des endroits, les femmes sont encore défavorisées du point de vue économique, politique et juridique. A moins que ne soient mises en place des politiques visant à accorder aux femmes une plus grande égalité, la possibilité de recevoir une formation, de contrôler leur propre fertilité et de voir leur rôle et leur place reconnus en matière économique et sociale, les familles - et la société - ne pourront pas s'épanouir. 

L'INSTRAW

participe à des réunions sur la femme, l'approvisionnement en eau et l'assainissement

A la suite du Sommet de la Terre, qui s'est tenu au Brésil en juin 1992, de nombreuses réunions internationales se sont penchées sur la problématique de la femme, l'approvisionnement en eau et l'assainissement. Récemment, l'INSTRAW a participé à quatre de ces réunions afin de promouvoir la participation de la femme à la planification, la mise en oeuvre, le suivi et l'évaluation des programmes d'approvisionnement en eau et d'assainissement.

Le mandat de l'INSTRAW se fonde sur le chapitre 18 du Plan d'Action 21 qui émane du Sommet de la Terre. Il a pour objectif de "... concevoir, mettre en oeuvre et évaluer des projets et des programmes, à la fois rentables du point de vue économique et appropriés du point de vue social, qui répondent à des stratégies clairement définies et soient basés sur ... une participation pleine et entière de tous les intéressés, y compris les femmes, les jeunes, les populations indigènes et les collectivités locales, à la formulation des politiques et aux décisions concernant la gestion des ressources en eau " (18.9 c).

• Le rôle important que joue la femme dans la gestion des ressources en eau et la rentabilité économique de l'eau, tels étaient les thèmes principaux d'une réunion sur "Le genre et la gestion des ressources en eau : leçons déjà apprises et stratégies pour l'avenir", tenue à Stockholm du 1er au 3 décembre 1993. Organisée par l'Association suédoise pour le développement international, elle a souligné que les politiques, la

gestion et l'utilisation de l'eau devraient se caractériser par une conception de l'eau comme un bien économique. La réunion a montré la nécessité d'adopter une perspective écologique pour la planification et la gestion des ressources en eau. Elle a également réitéré qu'il fallait incorporer l'hygiène du milieu, l'éducation sanitaire et l'assainissement aux programmes ayant une composante "eau". Et surtout, elle a mis en lumière la nécessité d'adopter une perspective de genre pour la planification et la mise en oeuvre de ces programmes.

Les participants sont convenus que les politiques et les programmes d'exploitation des ressources en eau ont souvent des conséquences adverses parce qu'ils ne tiennent pas compte des questions de genre. Ils ont conclu qu'il fallait étudier les besoins différents des hommes et des femmes en matière d'eau et en tenir compte pour l'exploitation et la gestion des ressources en eau, surtout au niveau des communautés.

• Le "Colloque international sur la participation de la femme à la gestion des écosystèmes", qui s'est tenu à Washington, du 4 au 6 octobre, a examiné l'importance de la femme pour l'aménagement efficace de l'environnement. Il était organisé par le Groupe de travail ad hoc pour la femme et le développement durable des institutions financières des Nations Unies. Les groupes de travail ont étudié des techniques, qui ont fait leurs preuves, destinées à prévenir la dégradation de cinq écosystèmes différents: régions arides et semi-arides; écosystèmes montagneux; forêts tropicales et tempérées; zones

côtières et marécageuses; cours d'eau, eaux souterraines et lacs, ainsi que la capacité de la femme à les régénérer.

Cependant, le but principal de la réunion était d'aider les administrateurs de première classe des programmes relatifs à l'environnement et à la participation de la femme au développement à identifier les possibilités de collaboration entre leurs différentes organisations, à savoir plusieurs institutions de l'ONU et des organisations non gouvernementales.

• Favoriser la collaboration en matière de genre, d'approvisionnement en eau et d'assainissement au sein de l'Organisation des Nations Unies, tel était l'objectif de deux réunions qui se sont tenues au siège de l'INSTRAW du 4 au 8 octobre 1993: le Comité directeur pour l'approvisionnement en eau et l'assainissement et le Sous-Comité du CAC pour les ressources en eau.

La Troisième réunion du Comité directeur a examiné le rôle qu'il jouera à l'avenir et ses relations avec les autres mécanismes de coordination à la lumière du Plan d'Action 21 et du contexte de développement durable. Elle a conclu que le Comité directeur devrait continuer à fonctionner en tant que groupe de travail du Sous-Comité du CAC pour les ressources en eau, et servir de point focal pour la programmation portant sur l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement du chapitre 18 du Plan d'Action 21.

Au cours de la réunion du Comité directeur, l'INSTRAW a présenté les activités du Groupe de travail sur la femme. Lors de sa

réunion précédente, le Comité directeur avait demandé à l'Institut de préparer un "Cadre d'analyse pour les initiatives dans le domaine de la femme, l'approvisionnement en eau et l'assainissement", en collaboration avec l'Unicef, le PNUD et le Département pour l'aide au développement et les services administratifs. Ce cadre d'analyse comportait : (1) direction et soutien des activités concernant la femme, l'approvisionnement en eau et l'assainissement; (2) la collaboration pour l'élaboration et la mise en oeuvre d'activités aux niveaux international et national; et (3) le suivi, l'évaluation et l'élaboration de rapports sur la mise en oeuvre de politiques et de programmes dans le domaine de l'eau afin de s'assurer que ces derniers reflètent comme il convient les préoccupations, les besoins et les apports de la femme.

Le cadre d'analyse a été adopté par le Comité directeur comme un facteur clé pour le travail de ses membres. L'INSTRAW a signalé qu'il serait amélioré afin d'inclure des mécanismes pour incorporer ses principes aux programmes actuels et futurs des organisations auxquelles appartiennent les membres du Comité directeur.

La seconde réunion qui s'est tenue à l'INSTRAW était la Quatorzième session du Sous-Comité du CAC pour les ressources en eau. Elle a étudié les possibilités de renforcer la coopération et la coordination dans le domaine des ressources en eau à l'intérieur et à l'extérieur de l'Organisation des Nations Unies. Elle a préparé des termes de référence définissant les relations entre le Sous-Comité du CAC pour les ressources en eau et le Comité directeur pour

l'approvisionnement en eau et l'assainissement.

Selon ces termes de référence, le Sous-Comité du CAC comportera six groupes de travail et des organismes chefs de file pour des domaines tels que l'approvisionnement en eau et l'assainissement en milieu urbain et l'approvisionnement en eau et

l'assainissement en milieu rural. En vue de garantir la prise en considération des questions concernant la femme par ces groupes de travail ou ces organismes chefs de file, l'INSTRAW a été désigné comme point focal pour les questions concernant la femme à l'intérieur et à l'extérieur de l'ONU. 

L'INSTRAW organise un stage de formation au Guyana intitulé "La femme, l'approvisionnement en eau et l'assainissement"

L'INSTRAW a organisé un séminaire national de formation sur La femme, l'approvisionnement en eau et l'assainissement au Guyana, du 31 janvier au 4 février et il y a présenté pour la première fois un nouveau module sur La femme et la gestion des déchets. Red Thread Women's Programme, une organisation non gouvernementale en était le co-organisateur. Les quarante participants en provenance de tout le Guyana représentaient aussi bien les différents organismes qui s'occupent des eaux que des groupes de femmes. Des représentants d'autres institutions des Nations Unies et deux ministres (celui du Travail, des ressources humaines et de la sécurité sociale et celui des Travaux publics, des communications et du développement régional) y ont assisté également.

Le séminaire avait pour objectifs principaux de contribuer à une nouvelle approche de l'organisation et de la gestion des projets d'approvisionnement en eau potable et d'assainissement au Guyana qui prendrait en considération les besoins des femmes et de créer un noyau d'animateurs capables

d'organiser des séminaires comme celui-là au niveau communautaire. Les problèmes d'eau dans les zones côtières et rurales mettent en évidence la nécessité de faire participer un plus grand nombre de femmes à la planification, la mise en oeuvre, le fonctionnement et l'entretien des projets ainsi qu'aux activités d'enseignement et de formation. La réunion a été réhaussée par le succès remporté par le module sur La femme et la gestion des déchets et par une visite sur le terrain à une station de pompage entretenue par des femmes.

Des étudiants de troisième cycle de l'Université de New York procèdent actuellement à l'évaluation des répercussions du séminaire afin de savoir jusqu'à quel point ceux qui ont été formés ont influencé les pratiques au niveau communautaire.



Aotearoa la Nouvelle Zélande commémore le centenaire du droit de vote des femmes

Les femmes de la Nouvelle Zélande ont célébré tout au long de l'année 1993 le centenaire de leur droit de vote. Aotearoa la Nouvelle Zélande a devancé le monde entier quand les femmes indigènes et les femmes immigrées ont obtenu le droit de vote aux élections nationales après une lutte acharnée qui avait duré 25 ans.

Le coup de pouce final fut donné en 1887, sous l'impulsion de Kate Sheppard, directrice pour le droit de vote de la Ligue chrétienne antialcoolique des femmes. Des centaines de femmes défièrent les limitations imposées par les vêtements et les moeurs et, à pied ou à cheval, s'en allèrent faire signer leur pétition jusque dans les agglomérations les plus reculées. Près de 30.000 femmes, soit presque le quart des femmes néo-zélandaises signèrent en 1893 la dernière pétition adressée au parlement. La loi électorale fut votée le 19 septembre. Au total, 85 pour cent des femmes s'inscrivirent sur les listes électorales en vue des élections générales du 28 novembre et 65 pour cent d'entre elles votèrent, réalisant le gouvernement qui le premier avait présenté la loi. Elles avaient, ce faisant, démenti l'affirmation des politiciens mâles qui prétendaient que la plupart des femmes ne voulaient pas voter.

Avant 1893, les femmes votaient dans une poignée d'îles minuscules et d'Etats des Etats-Unis, mais dans aucun pays indépendant. En 1838, les premières femmes qui votèrent furent des descendantes des

mutins du voilier Le Bounty; elles contribuèrent à l'élection du premier juge et conseil constitutionnels de l'île de Pitcairn. D'autres femmes qui eurent très tôt le droit de vote, ce sont celles de l'Etat du Wyoming, de l'île de Norfolk et de l'île de Man (mais seulement si elles étaient propriétaires). Les femmes de l'île de Rarotonga et de l'Etat de l'Utah avaient obtenu le droit de vote et l'avaient perdu.

Le Fidécimmis pour l'Année du centenaire du droit de vote et un fonds de 5 millions de dollars furent à l'origine des célébrations en Nouvelle Zélande. Au cours de l'année 1993, 65 groupes nationaux de planification ont organisé des centaines de festivals, de spectacles, d'expositions, d'oeuvres d'art, de séminaires, de conférences et d'histoires nationales. Le portrait de

Le monument national à la mémoire de Kate Sheppard, à Christchurch.

Ce bas-relief de bronze, grandeur nature, qui représente Kate Sheppard tenant la célèbre pétition de 1893, immortalisera le premier succès dans le monde entier des suffragettes de la Nouvelle Zélande.



Kate Sheppard a été apposé sur le nouveau billet de 10 \$ et le souvenir des suffragettes a été évoqué par une sculpture monumentale, des séries de timbres poste et des cartes de téléphone. On a demandé à tous les ministères d'entreprendre un projet concernant le droit de vote et la plupart des écoles s'y sont associées. De grandes conférences internationales de femmes furent organisées à l'intention des femmes indigènes, des historiennes, des femmes scientifiques, des femmes juges, des femmes jeunes et des femmes des zones rurales. La télévision et la radio ont consacré des programmes aux femmes qui se sont illustrées dans le monde des sports, des arts et de la littérature.

Actuellement, en Nouvelle Zélande, les femmes ne sont que 16 pour cent parmi les parlementaires (et il y a une seule femme sur 20 membres au conseil des ministres). Bien que les femmes représentent 44 pour cent de la population ayant une activité salariée, elles ne gagnent que 78 pour cent du salaire hebdomadaire des hommes et la moitié d'entre elles travaillent dans six professions à peine (en tant que comptables ou caissières, infirmières, employées de bureau, aide-vendeuses, enseignantes ou dactylos). Quelques Néo-zélandaises, tout comme leurs ancêtres suffragettes, font de nouveau campagne afin d'obtenir l'amélioration des conditions de travail et l'égalité des salaires et des chances. Le Centenaire a insufflé une nouvelle vigueur à leurs luttes pour une véritable équité. 

Les questions de genre dans l'analyse du processus d'urbanisation

Un séminaire sur "La femme en milieu urbain : facteurs démographiques, nutritionnels et sanitaires pour le progrès de la femme, y compris l'immigration, l'autoconsommation et le sida", organisé par la Division des Nations Unies pour la promotion de la femme, s'est tenu à l'INSTRAW du 22 au 25 novembre 1993. Il a réuni des fonctionnaires de l'ONU, des universitaires et autres spécialistes du monde entier. Il a conclu qu'"en matière d'aménagement urbain, il faudrait des approches tenant compte du genre, lesquelles seraient partie intégrante des politiques, programmations et pratiques urbaines."

Le processus d'urbanisation des pays en développement est étroitement lié à leurs modèles de développement et d'industrialisation. Il se caractérise par une migration accélérée, une diminution des emplois industriels à cause de l'amélioration de la productivité, la croissance du secteur tertiaire et une ségrégation croissante des riches et des pauvres à l'intérieur des villes.

L'émigration des zones rurales vers les villes adopte des formes différentes selon la demande de main-d'oeuvre pour chaque genre, dans ces deux endroits. Les opinions des membres de la famille quant aux membres de la famille qui doivent partir, les perspectives économiques différenciées de ces membres et les relations de pouvoir à l'intérieur de la famille sont étroitement liées aux possibilités d'émigration pour chaque sexe et tranche d'âge. Des facteurs économiques structurels, la

situation économique et les relations de pouvoir au niveau du ménage contribuent à expliquer les comportements différents des hommes et des femmes qui émigrent et leur retour provisoire ou définitif dans les milieux ruraux.

La diminution du nombre d'emplois dans le secteur industriel tend à cantonner les femmes dans le secteur tertiaire et l'économie informelle. Les inégalités dues au genre en matière d'offres d'emploi constituent une autre dimension structurelle qui affecte l'homme comme la femme, en milieu urbain comme en milieu rural. De plus, les responsabilités domestiques pèsent plus lourdement sur les femmes, et dans les villes, ces tâches conditionnent fortement leur choix personnel quant à leurs possibilités de travail. Certaines possibilités de travail "féminin", telles que les activités industrielles à domicile ou l'artisanat sont parmi les professions les plus mal payées et elles deviennent des occupations féminines parce qu'elles n'exigent pas de séparation spatiale entre la vie professionnelle et familiale.

Le régime foncier urbain et les relations de propriété sont au nombre des questions les plus fondamentales pour la femme des grandes villes. La possession et la régularisation des titres de propriété deviennent une démarche politique qui est généralement menée à bien par les hommes. La propriété du titre est supposée concerner la "famille", mais les titres de propriété sont souvent délivrés à l'homme. Même lorsqu'ils sont légalement établis comme bien en

commun, la brèche qui existe entre les définitions et les pratiques juridiques est souvent à l'origine de moments difficiles pour les femmes qui veulent garder leur logement pour elle et pour ceux qui sont à leur charge quand elles se séparent de leur conjoint.

Dans de nombreux endroits, les familles ayant une femme comme chef de famille dépassent largement la moyenne nationale dans les bidonvilles et dans les zones lépreuses des grandes villes. Les programmes de construction de logements et d'aménagement urbain doivent prendre de nouvelles dispositions pour toucher les femmes, d'autant plus qu'elles ont probablement des besoins spéciaux en ce qui concerne les critères retenus pour les conditions d'attribution, l'accès aux informations, le financement du logement, etc.

La ségrégation intraurbaine dans les pays en développement a pour conséquence des différences en matière d'accès aux services. Dans les quartiers pauvres des villes, les femmes affrontent de rudes épreuves. L'absence d'hygiène et les problèmes de santé que cela entraîne font peser sur elles un fardeau supplémentaire. Pour avoir accès à des aménagements d'assainissement, il faut généralement des apports en argent, en organisation et en main-d'oeuvre. Les solutions immédiates dépendent largement des initiatives locales, y compris des femmes, étant donné l'incapacité gouvernementale à assurer les services urbains. Comme l'a dit

(Suite p. 28)

Année internationale de la famille :

L'emblème de l'Année internationale de la famille (AIF) a été conçu afin d'évoquer à la fois le coeur et la maison et ces thèmes sont présents dans les travaux de préparation à 1994, l'AIF.

Pour résumer, ces activités incluent quatre conférences régionales préparatoires : à Tunis (Tunisie), La Valette (Malte), Beijing (Chine) et Cartagena (Colombie), une série d'Etudes occasionnelles publiées par le Secrétariat de l'AIF à Vienne (Autriche) et un "Forum mondial des ONG pour le lancement de 1994, Année internationale de la famille" (qui s'est lui aussi tenu à La Valette, l'encadré de cette page résume la Déclaration de Malte qui en a émané).

Le Coordinateur de l'AIF, Henryk J. Sokalski, fait remarquer qu'au cours du processus de préparation on est parvenu à un accord unanime sur cinq éléments principaux concernant la famille :

- *la famille est l'unité sociale de base et elle a droit à la protection de la société et de l'Etat;*

- *la famille varie en fonction des différents systèmes sociaux, culturels et politiques;*

¹ Moghadam, Valerie M.. 1992. "Approaching the Family: Gender, Development and Equity". Exposé présenté lors de la Seconde réunion ad hoc interorganisations sur l'Année internationale de la famille, Vienne, les 5 et 6 mars.

• *l'égalité entre les genres, la participation égalitaire de la femme en matière d'emploi et le partage des responsabilités parentales sont des éléments fondamentaux des politiques familiales modernes;*

- *au niveau local, la famille reflète les points forts et les faiblesses de la situation de couverture sociale et de l'aide au développement; et,*

- *la famille est le partenaire principal du développement durable.*

La famille est profondément affectée par le rythme accéléré des changements sociaux et politiques ainsi que par les transformations économiques qui sont actuellement en cours à travers le monde. Ces dernières s'échelonnent depuis la réorganisation économique mondiale qui transfère une proportion importante du secteur industriel et même du secteur tertiaire moderne des pays du Nord vers ceux du Sud à un moment où des modalités de travail souple et le secteur informel sont en plein essor jusqu'aux programmes d'ajustements structurels qui mettent l'accent sur la privatisation, les exportations et la rigueur du secteur public -et surtout de l'enveloppe sociale.

Les changements accélérés provoquent des tensions au sein des familles. Cependant, le Coordinateur a établi une différence

entre les changements positifs (tels que ceux provenant de l'innovation technologique, la recherche de l'égalité entre les genres et un nombre accru de possibilités pour les femmes) et les changements négatifs (à savoir, la récession économique, l'émigration forcée et les conflits armés).

Les activités de l'AIF mettent en relief l'importance et l'évolution de la famille. Elles servent également de tribune pour faire connaître les opinions divergentes et essayer de les concilier. Ainsi, certains documents ONU/AIF déclarent que la famille est "la plus petite des démocraties au coeur de la société". Parallèlement, d'autres études présentées aux réunions préparatoires de l'AIF adoptent un point de vue opposé. Celle de Valerie Moghadam, par exemple, fait remarquer que du point de vue d'une féministe d'aujourd'hui, "la famille est l'institution primordiale pour l'établissement des relations de genre dans la société. C'est là que s'enracinent la division sexuelle du travail, la réglementation de la sexualité, la structure sociale et la reproduction des relations de genre. La hiérarchie en fonction du genre y prend naissance, s'y reproduit et s'y maintient grâce à la vie de tous les jours à travers l'interaction entre les membres de la famille." C'est dire que l'AIF examine à la fois la famille et ce qui se passe à l'intérieur de celle-ci sous différents angles.

Cette diversité est reflétée dans les documents émanant des quatre conférences préparatoires. Bien que toutes aient mentionné les cinq points de consensus cités par le

préparatifs, publications, perspectives

Coordinateur, elles ont également souligné des aspects régionaux. Ainsi, les documents de l'Afrique et de l'Asie occidentale demandent de rejeter le terrorisme et l'extrémisme religieux, la prévention des mutilations sexuelles et l'abolition de la polygamie. Le document de l'Europe et de l'Amérique du Nord se réfère aux problèmes particuliers des familles des pays d'Europe centrale et de l'Est qui s'acheminent vers une économie de marché ainsi qu'à des points communs, tels que la tendance, accentuée par la récession, à des mariages plus tardifs et à une baisse de la procréation. Le rapport de l'Asie-Pacifique fait remarquer la gamme étendue de niveaux de développement économique et la grande variété de formes familiales existant dans la région.

L'examen de nombreux rapports et documents préparatoires de l'AIF montre d'autres caractéristiques intéressantes. La préoccupation pour une plus grande égalité des genres était le plus souvent liée à de plus nombreuses possibilités pour la femme de gagner de l'argent mais quelques documents mettaient l'accent sur le revers de la médaille, l'accroissement du nombre de pères qui participeraient aux tâches parentales et ménagères. D'autres thèmes présents dans un certain nombre de documents vont depuis le taux croissant des familles qui ont une femme comme chef de famille dans de nombreuses parties du monde jusqu'à la nécessité de mettre l'accent sur les droits de l'enfant et de freiner la violence domestique à l'encontre des

membres les plus faibles de la famille (les femmes, les enfants et les vieillards).

Quelques paradoxes ont également été soulignés. D'une part, il était souvent fait mention de la transformation des familles élargies en familles nucléaires ou autres, moins nombreuses et plus souples. D'autre part, dans beaucoup de grandes villes de diverses régions du monde, la famille élargie devient de plus en plus fréquente. Selon "Questions



Associer environnement et famille

En associant les questions concernant l'environnement et l'Année internationale de la famille, on a la devise de la Journée mondiale de l'environnement pour 1994 "Une Terre, une famille".

La principale célébration de cette Journée aura lieu à Londres le 3 juin 1994.

De plus, la "Campagne mondiale de nettoyage", prévue pour septembre 1994, s'adressera essentiellement à la famille.



familiales", la première publication de la série Documents occasionnels de l'AIF (1992), elle "se regroupe en raison d'une stratégie de survie face à la dégradation des économies et au manque d'opportunités individuelles". Parallèlement, constate la monographie, c'est dans de nombreuses zones rurales, qui étaient autrefois le fief de la famille élargie, que la famille nucléaire est en pleine progression. Ceci se produit "au fur et à mesure que les limites productives des terres morcelées diminuent la capacité des familles nombreuses de subvenir à leurs propres besoins".

Tout semble indiquer que l'AIF va recevoir un soutien considérable des gouvernements, des organisations internationales et des ONG. Ce numéro montre comment l'AIF est commémorée par les points focaux de l'INSTRAW dans le cadre d'activités aussi diverses que la proclamation d'une Journée nationale de la famille et l'utilisation de son emblème sur des billets de loterie de 1994.

Ce qui est le plus encourageant pour la mission de l'INSTRAW, c'est la mesure dans laquelle l'AIF est interprétée, non pas comme un hommage à une certaine famille, monolithique et indivisible, mais comme la reconnaissance que davantage de respect pour la femme et les enfants peuvent succéder à des relations familiales plus patriarcales et autoritaires. La fin de l'AIF représentera vraiment un important pas en avant si le slogan de l'année "la famille est la plus petite des démocraties au coeur de la société" devient une réalité sociale.

Corée

Les activités qu'a réalisées en faveur de la femme l'Institut coréen de promotion de la femme (**KOREAN**



WOMEN'S DEVELOPMENT INSTITUTE - KWDI) au cours de

1993 ont comporté de nombreuses recherches (telles

que: études des lois et politiques, statistiques, législation du travail, systèmes de soins aux enfants, éducation sexuelle dans l'enseignement secondaire, l'environnement, le rôle traditionnel de la femme, l'emploi, la prostitution et la violence). Par ailleurs, il a formé des dirigeantes dans le domaine de l'enseignement, l'économie, l'administration publique, les activités communautaires, la santé publique, l'orientation individuelle et l'agriculture. La Division de développement des ressources de l'Institut a fourni une assistance programmatique et financière aux organisations de femmes. Des séminaires destinés à former les dirigeantes et les femmes chefs d'entreprise à la gestion des programmes et des systèmes, aux relations humaines, à la gestion financière et aux techniques de communication ont été prévus. La Section d'activités féminines bénévoles a réalisé des recherches, publié des brochures et mis en oeuvre des programmes éducatifs. Le Centre d'orientation de l'Institut a proposé des mesures pour éliminer la discrimination sexuelle en matière d'emploi et il a fourni de l'assistance pour la collecte et l'analyse d'informations sur l'emploi des femmes coréennes et l'élaboration de nouveaux matériels de formation.

En ce qui concerne les activités permanentes d'information, l'Institut publie un bulletin mensuel en coréen, un bulletin trimestriel en anglais, des revues éducatives trimestrielles en anglais et en coréen et le *KWDI 1993* qui présente les projets et les programmes de l'institution.

Pour l'Année internationale de la famille, le gouvernement coréen a créé une Association de la famille qui organisera un séminaire au mois de mai 1994. L'Institut distribue des badges avec l'emblème officiel de l'AIF et il prévoit des séminaires pour améliorer les politiques en faveur de la famille, l'égalité entre hommes et femmes et la réduction de la violence familiale pour l'année 1994.

Costa Rica

Le **CENTRO NACIONAL PARA EL DESARROLLO DE LA MUJER Y LA FAMILIA** vient d'ouvrir deux foyers



pour les femmes battues. Ces

foyers offrent aux femmes des thérapies de groupe et une aide à l'emploi. Le Centre a également participé au financement du Congrès international de la femme qui s'est tenu à San José en février 1993 et l'a accueilli dans ses locaux. Plus de mille personnes en provenance de toutes les régions du monde y ont assisté et y ont discuté la condition sociale, politique et économique de la femme.

Par ailleurs, le Centre a animé plusieurs séminaires et études, et notamment une sur la double journée de la femme : travail et responsabilités ménagères. Deux autres études ont examiné jusqu'à quel degré les femmes sont handicapées dans la société et le

sexisme dans les manuels scolaires. En collaboration avec le groupe "Leaders in Action", le Centre a élaboré une série de modules de formation destinés à développer les qualités de leader chez les femmes.

Dans le domaine du secteur informel, le Centre a fait don de 3 milliards de colons à 27 organisations de femmes pour soutenir des activités artisanales ou autres. Cet argent a été versé à des couturières, à des boulangères et à des céramistes ainsi qu'à des femmes des zones rurales pour l'achat de matériel agricole, de semences et de fournaux.

Cuba

La **FEDERACIÓN DE MUJERES CUBANAS** a été désignée comme l'une des institutions coordinatrices du Comité national de préparation



de Beijing 95 en vue de la Conférence mondiale de la femme. Le Comité prévoit une seconde

évaluation des actions réalisées pour assurer le suivi des Stratégies prospectives d'action de Nairobi de 1985, la mise en circulation d'un fascicule sur les droits juridiques élaboré par la Fédération, la mise en circulation du livre "Femmes et communications" et un atelier sur les droits en matière de procréation.

Le gouvernement cubain a créé un Comité national de coordination pour l'Année internationale de la famille, sous la présidence de Mme Vilma Espín Guillois, Présidente de la Fédération et membre du conseil des ministres de Cuba. Ce Comité a élaboré un Plan national d'action à long terme pour la famille. Ce Plan prévoit des activités dans les domaines suivants : information, recherche, coopération technique,

participation des secteurs public et privé, législation, éducation, protection sociale, culture, sports et loisirs. De nombreuses recherches ont été réalisées sur les relations familiales et le rôle que joue la famille dans la configuration de la société. Quelques-uns des sujets traités portent sur les jeunes familles à Cuba, la manière dont les enfants et les jeunes artistes voient leur famille, la femme et la couverture sociale, la violence au foyer, la femme chef d'entreprise, la femme et la politique, les statistiques sur la société et la famille cubaines ainsi que l'égalité de la femme dans la société.

Les activités récentes de la Fédération incluent la santé (renforcement du travail réalisé par le médecin de famille, hygiène sexuelle et comportement procréateur et santé des personnes âgées), l'éducation (création d'écoles d'éducation familiale, centres d'orientation pour la femme et la famille, chaires universitaires sur la femme et la famille et une monographie - le régime de travaux agricoles pour les jeunes).

Equateur

L'INSTITUTO ECUATORIANO DE INVESTIGACIONES Y CAPACITACIÓN DE LA MUJER (IECAIM)



a réalisé de nombreuses activités, depuis des recherches, des séminaires et des ateliers de formation jusqu'à des programmes d'assistance financière ciblés sur l'incorporation de la femme à la production. Au cours de ces dernières années, il avait réalisé des recherches, et notamment dans les domaines suivants : 1) statistiques, démographie, santé et éducation; 2) si-

tuation de la femme qui travaille dans les régimes de dépendance; 3) les femmes chefs de micro-entreprises ou de micro-commerces dans les quartiers marginalisés de Quito, et 4) la situation de la femme équatorienne dans l'économie informelle. En 1993, l'Institut a commencé une recherche sur la situation de la femme des régions rurales andines en matière d'agriculture et d'environnement. Cette recherche servira de base pour la mise en oeuvre de programmes de formation modulaires sur les sources nouvelles et renouvelables d'énergie pour les femmes rurales.

L'Institut a animé des séminaires de formation pour les femmes chefs de micro-entreprises et sur la condition sociale des femmes et leurs relations avec la toxicomanie. Il a également organisé trois colloques sur : a) la femme, la santé et la démographie; b) la femme, l'éducation et l'emploi; et c) les droits de la femme.

Espagne



Le deuxième Plan pour l'égalité des chances de la femme (1993-95) résume la plupart des travaux récents de l'**INSTITUTO DE LA MUJER**. Ce plan, qui a

déjà été adopté par le Conseil des ministres, compte 10 objectifs, subdivisés en 172 actions concrètes.

Lors de la présentation officielle du Plan, Matilde Fernández, Ministre des affaires sociales, a fait remarquer qu'il comportait trois axes principaux : (1) accroître le taux de femmes au sein de la population active et améliorer la qualité de leur emploi; (2) rendre

Le genre aux Jeux olympiques d'été de 1992

L'Instituto de la Mujer a publié également un rapport qui analyse la participation de la femme et de l'homme aux Jeux olympiques d'été de 1992 qui ont eu lieu à Barcelone (Espagne) :

- Sur les 10.217 participants, 27,8 pour cent étaient des femmes et 72,2 pour cent des hommes, ce qui représente une augmentation importante de la participation des femmes en comparaison avec 1988.

- Bien que, en général, un plus grand nombre de pays développés aient envoyé des femmes dans des proportions supérieures, 52,6 pour cent de la délégation chinoise étaient des femmes. Un pays, le Vietnam, envoya 100 pour cent de femmes. Mais 25 pays, surtout des pays musulmans de l'Asie occidentale et de l'Afrique du Nord, n'envoyèrent aucune femme.

- Les taux les plus élevés de femmes concernaient la gymnastique, le tennis, la natation, le badminton et le taekwon do. A l'inverse, les femmes n'ont pas participé du tout en boxe, ni en base-ball ni en football. Et les hommes et les femmes ont disputé ensemble toutes les épreuves de tir olympique.

compatibles la vie professionnelle et la vie de famille, et (3) améliorer la santé de la femme et les conditions de vie des femmes marginalisées.

Lors de cette présentation, elle a souligné que pour garantir à la femme l'égalité des chances, il fallait obtenir son émancipation économique car c'est elle qui est à la base de la liberté sociale et que c'est son absence qui est la raison principale pour laquelle les femmes ne jouissent pas encore de l'égalité. Comme l'a dit Spinoza, "on a davantage de droits quand on a davantage de pouvoir". Le deuxième Plan se propose de donner davantage de pouvoir à la femme afin qu'elle ait davantage de droits, qu'elle exercera dans des conditions d'égalité.

Finlande

Une des activités importantes de l'**INSTITUT D'ÉTUDES DU DÉVELOPPEMENT** pendant l'année 1993 a été le programme d'études qu'il a organisé sur les Nations Unies en tant qu'institution de développement économique et social multilatérale. Ces cours comportaient une composante importante basée sur le livre d'Hilkka Pietila et Jean Vickers *Making Women Matter*, qui porte sur les activités du système des Nations Unies orientées vers la femme. C'est un sujet qui a capté toute l'attention des étudiants finlandais. Une centaine d'étudiants ont assisté chaque semestre à ces cours qui ont déjà eu lieu trois fois. L'Institut s'efforce également d'introduire un programme d'études sur la participation de la femme au développement dans le cursus de l'Université d'Helsinki.

Indonésie

En préparation de l'Année internationale de la famille (AIF), le



BUREAU DU MINISTRE D'ÉTAT AUX AFFAIRES FÉMININES a coordonné de nombreuses activités avec le

Ministère du bien-être du peuple et le Ministère des affaires sociales. Un groupe de travail sur le progrès de la famille a été créé afin de formuler des politiques et des programmes relatifs à l'AIF, assurer le suivi des activités et évaluer leurs résultats. Le 15 mai 1994, on commémorera à Jakarta l'Année nationale de la famille. Puis on mettra l'accent sur la famille le 29 juin, jour que le Président indonésien a désigné par décret comme la Journée nationale de la famille. Parmi les autres activités prévues pour l'AIF, on compte des ateliers, des séminaires, des concours et des variétés.

En 1993, le Bureau du ministre d'Etat aux affaires féminines a également assisté à l'atelier de l'Association des nations du Sud-Est asiatique sur la prévention de la violence familiale, à Kuala Lumpur (Malaisie) et il a organisé une réunion sur les centres de soins pour enfants et le développement des enfants pendant leurs toutes premières années.

Du 7 au 14 juin 1994, l'Indonésie accueillera à Jakarta, la Deuxième conférence ministérielle de l'Asie-Pacifique sur la participation de la femme au développement. Celle-ci fera également fonction de conférence régionale préparatoire de la Quatrième conférence mondiale de la femme de 1995.

Mexique

Les activités récentes du **CONSEJO NACIONAL DE POBLACIÓN (CONAPO)** ont porté sur la recherche en éducation et



en socio-démographie, l'éducation de type scolaire et non scolaire et la conception et la production

de matériel pédagogique. En ce qui concerne la recherche, la première étape de l'étude du CONAPO sur la sexualité des jeunes a pris fin en 1993; la deuxième étape prévue pour 1994 comporte des stratégies de formation pour le personnel enseignant. Deux autres études ont été commencées en 1993 (sur la femme rurale, l'environnement et la santé et sur l'incorporation des questions de genre et de population à l'éducation des adultes), et un projet d'élaboration de matériel sur la démographie à l'intention des couples qui se préparent au mariage a été mené à bien. Tous ces projets font partie des activités du CONAPO en vue de l'Année internationale de la famille.

Le CONAPO a également préparé du matériel pédagogique et des programmes sur les questions démographiques pour les niveaux primaire et secondaire ainsi que pour les enseignants et il a organisé plusieurs manifestations d'information, de sensibilisation et de formation pour le personnel technique de la fonction publique et plusieurs autres groupes. Il a également élaboré du matériel de formation à l'intention des femmes.

Les activités d'information prévues pour 1994 dans le domaine de la planification de la famille et de la population incluent des messages télévisés sur la planification de la famille s'adressant aux

hommes, aux couples et aux adolescents, ainsi que des réunions régionales sur l'éducation en matière de population et les questions concernant la famille. Une série de programmes radiophoniques destinés aux populations indigènes seront enregistrés sur des thèmes comme, entre autres, l'hygiène sexuelle et le comportement procréateur et le rôle de la femme indigène au sein de la famille.

Norvège

Le **SECRETARIAT AUX AFFAIRES FÉMININES ET À LA RECHERCHE**, qui fait partie désormais du Conseil de recherche de la Norvège (Norges forskningsrad) a organisé une conférence de deux jours à Oslo en octobre 1993 intitulée



"Choc en retour en Norvège?". Quelques 900 personnes ont examiné la condition de la femme dans huit domaines : l'éducation et la recherche, la vie de tous les jours, l'art et la culture, les médias, la publicité, la santé, la politique, le travail et les salaires. Le Conseil pour l'égalité des conditions et le Centre pour la femme et la recherche de l'Université d'Oslo étaient les co-organisateurs de la conférence.

Le Ministère de l'enfance et de la famille a la responsabilité des activités de l'Année internationale de la famille (AIF). La Norvège jouit déjà d'une gamme variée de mesures en faveur de la famille, et notamment de systèmes de: 1) soins permanents pour les enfants de moins de 10 ans (y compris congé parental souple et plus long, crèches pour les enfants d'âge préscolaire et garderies pour après l'école); 2) protection de la famille et de

l'enfant (incorporation de services d'orientation familiale à un service de protection à l'enfant), et 3) allocations aux familles ayant des enfants. Ceci sera le point de départ de plusieurs activités de l'AIF, et notamment la publication d'un feuillet informatif sur l'AIF, d'un périodique sur les questions concernant la famille et d'un livre sur la famille. Une conférence de recherche sera également organisée.

Pakistan

Le **MINISTÈRE DE LA FEMME ET DU DÉVELOPPEMENT** a



informé que, du fait que le Premier ministre pakistanais est une femme, plusieurs plans visant à

intégrer la femme au développement sont actuellement en cours d'exécution, et notamment: des actions de formation pour aider les ONG à lancer des projets réunissant le gouvernement et le secteur privé; une priorité accrue aux projets ayant comme objectifs le bien-être de la population, la création d'emplois et les soins de santé; de nouveaux centres de formation au secrétariat et à l'informatique; de nouveaux centres d'assistance légale gratuite et un quota de cinq pour cent des postes de l'administration fédérale et provinciale réservés aux femmes (et annoncés séparément).

De plus, en 1993, le Ministère a financé des projets de développement destinés aux femmes dans le domaine de l'aide sociale, l'éducation, la santé, le développement communautaire, et la formation technique et professionnelle. Dans les provinces,

il a mis en train 51 nouveaux projets destinés aux femmes dans le domaine du développement communautaire, l'éducation et la formation professionnelle, la santé, l'aide sociale et les branches d'activités marchandes. Il a également organisé un atelier sur les lois qui affectent les petites filles et un colloque sur la violence envers la femme. Il a animé également un atelier sur les questions relatives à la santé de la femme, avec la collaboration de l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et un colloque sur le travail de la femme, avec la collaboration de l'Organisation internationale du Travail (OIT). Il a participé à la 37ème session de la Commission pour la condition de la femme des Nations Unies à Vienne (Autriche), à la 4ème réunion des ministres du Commonwealth responsables des affaires féminines à Nicosie (Chypre), à un séminaire/atelier sur l'éducation des petites filles et des femmes à Colombo (Sri Lanka), à la 8ème réunion du Comité technique de l'Association de l'Asie du Sud-Est pour la coopération régionale sur la participation de la femme au développement à Dacca (Bangladesh) ainsi qu'à la Conférence ministérielle de cette même Association et à la Première conférence régionale de l'Association de l'Asie du Sud-Est pour les études concernant la femme qui se sont tenues toutes deux à Katmandou (Népal).

Portugal

La **COMISSAO PARA A IGUALDADE E PARA OS DIREITOS DAS MULHERES** (Commission pour l'égalité et



les droits de la femme) fournit des informations et des conseils aux femmes et elle réalise des recherches et des actions de formation. Elle a participé aux débats sur la réforme du code pénal, elle fait partie du Comité national de déontologie et des sciences de la vie et du groupe de travail qui révisé les lois sur la maternité. Elle a organisé un séminaire à Macao sur "La femme et le monde" auquel ont assisté des femmes en provenance de Chine, du Portugal et plusieurs comités de déontologie de Macao. Elle a réalisé trois spots de télévision sur la violence familiale, la femme et la politique et le partage des responsabilités familiales. Avec la collaboration des conseils municipaux, elle a inauguré cinq centres d'aide et d'information pour les femmes. La Commission a également organisé un groupe de travail formé du Ministère des affaires étrangères, de la Commission pour l'égalité et les droits de la femme et d'une représentante des ONG de femmes pour préparer la Conférence mondiale de la femme qui se tiendra à Beijing. Des conseillères en matière d'égalité de plusieurs dépendances gouvernementales participent également à la collecte et à l'analyse de données pour l'élaboration du Rapport national.

La Commission participera à la Conférence préparatoire de la Conférence mondiale sur la population et le développement (1994) et au Sommet pour le développement social (1995). Elle a également fait partie de la délégation officielle à la Conférence des Nations Unies sur les droits de l'homme, à Vienne, de la Conférence générale de l'Unesco à Paris et de la Troisième conférence des ministres européens du Conseil de l'Europe sur l'égalité

de l'homme et de la femme qui s'est tenue à Rome et qui a porté sur le rôle des médias dans la violence envers la femme.

République dominicaine

Le point focal de l'INSTRAW dans son pays d'accueil, la



DIRECCIÓN GENERAL DE PROMOCIÓN DE LA MUJER, fait une large place aux préparatifs de l'Année internationale de la famille dans son

programme pour 1994-95.

Le programme de travail de la Direction générale pendant 1993 a inclus la réactivation de la Sous-Commission nationale de la femme dont elle est coordinatrice générale. La Sous-Commission a élaboré des stratégies dans trois domaines : amélioration de la condition de la femme, santé et éducation. Elle a reçu l'appui d'institutions gouvernementales et du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (Unicef).

De plus, la Direction générale a mené une campagne en faveur d'une législation bénéficiant la femme, les enfants et la famille. Parmi ses travaux de 1993, on peut citer un avant-projet pour promouvoir et soutenir l'allaitement maternel; un document national sur les politiques de promotion de la femme; des ateliers sur les droits juridiques de la femme; l'amélioration de l'éducation de type scolaire et non scolaire, y compris une composante de genre pour l'alphabétisation et un programme de formation technique et professionnelle visant à éliminer la terminologie sexiste

dans les manuels scolaires; une campagne de sensibilisation afin de réduire la violence envers la femme; l'amélioration de la condition et de la formation de la femme pauvre des zones rurales et des zones urbaines marginalisées; la planification d'une campagne sanitaire; des travaux statistiques portant sur la femme ainsi que sur la femme et la prise de décision; la coordination nationale interinstitutionnelle et la création de coopératives rurales et de micro-entreprises pour les femmes du secteur agricole. Cette dernière initiative a surgi des recommandations émanant du séminaire sur la participation de la femme rurale au développement, organisé par la Direction générale et l'INSTRAW, en décembre 1992, à Santiago (République dominicaine).

Soudan

Le point sous-focal de l'INSTRAW, le **NATIONAL POPULATION COMMITTEE (NPC)**, a fait une



évaluation des nécessités de base à Khartoum dans le domaine de

l'éducation, la santé et l'hygiène, l'emploi, les ménages et la fonction publique en utilisant des techniques interactives pour une évaluation rapide. Il travaille actuellement à la promotion du rôle de la femme dans la fonction publique et aux postes de direction puisque le secteur public est le principal employeur des femmes. Les statistiques compilées par le NPC montrent également que le nombre de jours de travail que les femmes rurales consacrent aux travaux agricoles dépasse celui des

hommes et que les femmes des zones urbaines travaillent actuellement surtout dans l'industrie. Mais l'absence de garderies fait obstacle au rôle économique de la femme dans tous les secteurs.

Le NPC a fait partie d'un comité gouvernemental qui a examiné la situation juridique de la femme et recommandé au Soudan de signer la Convention internationale sur l'élimination de toutes les formes de discrimination envers la femme. Ce comité a également recommandé : a) que la femme participe à l'élaboration des lois; b) que les droits de la femme mentionnés dans le Coran soient appliqués sous forme de lois; c) que soient créés des centres d'assistance juridique auprès des tribunaux; d) que soient établis des centres d'information pour les questions de mariage, divorce et autres aspects légaux; e) que soient abolis les mariages précoces, même lorsque le juge leur a accordé son consentement; f) que les hommes et les femmes aient le même poids comme témoins auprès des tribunaux; g) que la garde des enfants soit confiée aux femmes divorcées qui se remarient; h) que le travail de la femme dans le secteur informel soit légalisé; i) que les données de la comptabilité nationale prennent en considération les travaux agricoles et les travaux ménagers de la femme, et j) que les restrictions du traité de l'OIT portant sur le travail des femmes la nuit soient adoucies.

Les activités du Comité pendant l'année 1994 porteront principalement sur la famille, et incluent des séminaires afin d'examiner les résultats des études du NPC sur la femme dans le secteur industriel et la femme dans

la sylviculture, de même qu'un séminaire sur la population et les aliments.

Turquie

En 1993, la **DIRECTION GÉNÉRALE POUR LA CONDITION ET LES PROBLÈMES DE LA FEMME** a créé une



base nationale de données sur le genre, conjointement avec l'Institut d'Etat de statistique, et elle a

publié trois brochures contenant des données sur la condition de la femme en Turquie. Elle a également animé des stages de formation de courte durée sur, entre autres, les statistiques concernant la femme et la femme et la violence. Parmi les stages de formation de longue durée, on peut citer celui en vue de créer un programme de maîtrise en études de la femme avec un institut universitaire de technologie du Moyen Orient.

La Direction générale a organisé également la Première conférence nationale à l'intention de la Fédération des femmes et des ONG et le Premier congrès national des femmes (sur l'identité de la femme). Celui-ci avait pour but de préparer la Quatrième conférence mondiale de la femme de Beijing. En 1994, elle organisera un atelier pour terminer le Rapport national qui sera présenté à la Conférence de Beijing.

En outre, elle a donné son appui à des études menées par des ONG sur, entre autres, la couverture par les journaux de la violence contre les femmes, l'histoire orale des femmes, les petites entreprises de femmes dans le secteur du tourisme, la technologie et l'emploi des femmes dans l'industrie.

Pour l'Année internationale de la famille, la Direction générale a travaillé de concert avec la Direction générale pour la famille et la recherche sociale. Elle a participé aux programmes préparatoires de l'AIF concernant l'égalité des droits et des responsabilités au sein de la famille ainsi que les causes et la prévention de la violence au foyer. Parmi les autres activités de l'AIF, on peut citer la création de sept commissions sur la famille et l'éducation, l'économie, la législation, les valeurs culturelles, la planification de la famille et la santé, les loisirs et les politiques. L'emblème de l'AIF figurera également sur un timbre du Service postal national et sur les billets de la loterie nationale de l'année 1994.

Zimbabwe

En 1993, le **ZIMBABWE WOMEN'S RESOURCE CENTRE AND NETWORK (CENTRE DE RESSOURCES ET RÉSEAU**

DES FEMMES DU ZIMBABWE - ZWRCN) a entrepris différentes



activités en faveur des femmes du Zimbabwe, et en particulier la réorganisation du centre de documentation du ZWRCN. Le nombre de ses livres est passé de 2.500 à 3.500 au cours de l'année 1993 et elle dispose de nouveaux documents sur la femme et le sida, l'impact des politiques d'ajustement structurel sur la femme, la femme et l'environnement. Le nombre de monographies internes et d'utilisateurs du centre de documentation s'est lui aussi accru. Un résumé analytique sur la femme et l'environnement et un guide de mots non sexistes ont été réalisés.

Le Centre a organisé des expositions de ses documents, il a participé à la Foire internationale du livre du Zimbabwe et il a lancé un projet pilote pour diffuser des informations aux femmes des zones rurales.

Le Centre a organisé un atelier national sur la femme et les programmes d'ajustement structurels auquel ont assisté des représentants d'ONG et d'institutions gouvernementales. L'une des recommandations de cet atelier portait sur la création par le Centre d'un groupe de travail d'organisations et d'ONG de femmes qui servirait de relais entre le Bureau de suivi et de mise en oeuvre du Ministère des finances et la Division du travail et de la promotion sociale du Ministère de la fonction publique.

Le Centre a également réalisé une vidéo sur une mère célibataire et sa lutte pour s'intégrer à la population active, deux nouveaux bulletins, des rapports sur des ateliers, des analyses de livres et des bibliographies. Il a coordonné une audience publique où les femmes des villages ont présenté leurs problèmes. Parmi ses activités de recherche et de formation, on peut citer un atelier de formation aux questions de genre pour les formateurs, une enquête sur la femme et la culture et sur le genre et le développement, des conférences sur l'environnement, le secteur informel, les programmes d'ajustements structurels, les successions, les terres, le sida et l'emploi. 

NOUS AVONS LU

Gender Profile of Tanzania

*Tanzania Gender
Networking Program,
Dar es Salaam, 1993.
ISBN 9987-600-01-8.
176 pages.*

Cet ouvrage du Tanzania Gender Networking Program reflète sa méthode interactive d'"évaluation - analyse - action". Il retrace l'histoire et les objectifs du Programme dont les membres, hommes et femmes, se battent "afin de promouvoir le processus d'égalité entre les genres, la potentialisation de la femme en Tanzanie (et dans le monde entier) ainsi que la transformation de la société à tous les niveaux - individu, ménage, communauté, national et international." Il trace également un cadre conceptuel pour l'analyse de genre et l'applique au cas concret de la Tanzanie. Le dernier chapitre porte sur les stratégies de changement. Pour obtenir des exemplaires du livre et avoir de plus amples informations sur le Programme et ses publications, adressez-vous à:

*TGNP,
Box 8921,
Dar es Salaam,
Tanzanie.*

Les questions de genre dans l'analyse du processus d'urbanisation

(Suite de la p. 19)

L'une des conclusions du séminaire : "la construction et l'aménagement de l'infrastructure et des services résidentiels ont une influence considérable sur l'amélioration de la santé et sur la diminution du fardeau domestique de la femme ainsi que sur ses responsabilités en matière de soins."

Qui plus est, étant donné que l'accès aux services dépend étroitement des négociations avec

les partis politiques et les fonctionnaires gouvernementaux, les femmes ont besoin de conditions plus égalitaires afin de participer davantage à la vie politique et d'avoir davantage d'influence sur les décisions politiques. Comme a conclu le séminaire "la potentialisation de la femme au sein de la société civile, de la politique et de l'Etat est l'une des conditions indispensables d'une bonne gestion gouvernementale. 

Le forum mondial des ONG lance l'Année internationale de la famille

Plus de mille participants en provenance de 100 pays environ se sont réunis à La Valette (Malte), du 28 novembre au 2 décembre 1993 dans le cadre du Forum mondial des ONG qui a lancé l'Année internationale de la famille (AIF).

Plus de 200 ONG ont signé la Déclaration de Malte adoptée par le Forum qui considère qu'une famille stable, autonome, est le principal partenaire du développement durable et qu'elle a droit à un "maximum de protection et de soutien afin de remplir son rôle en ce qui concerne le bien-être de ses membres individuels et de la société tout entière". Le Forum a demandé instamment que des politiques destinées à potentialiser les familles soient mises en vigueur et que l'on reconnaisse la diversité des formes familiales existant dans le monde - à condition que celles-ci ne soient pas en contradiction avec les droits fondamentaux de l'individu : "L'Année internationale de la famille est particulièrement importante pour la promotion du concept de famille et de relations intrafamiliales qui permette un véritable exercice de ces droits, et plus particulièrement en ce qui concerne l'égalité entre les genres et les droits des enfants mineurs."

La Déclaration prie instamment les gouvernements d'élaborer des plans d'action concrets pour l'AIF et de formuler des politiques qui prennent en considération la famille. Elle demande aux gouvernements d'envisager des activités conjointes avec les ONG dans des domaines comme l'évaluation des répercussions sur la famille des programmes sociaux, l'étude des questions de genre, et d'identifier des mesures garantissant l'égalité des hommes et femmes de tous âges, et d'aider les familles en grande pauvreté, les familles de réfugiés et de déplacés et les autres familles à risques. Elle invite les gouvernements à célébrer chaque année, le 15 mai, la Journée internationale de la famille et elle les prie instamment d'assurer le suivi de l'AIF, et de se fixer, entre autres, comme objectif une déclaration des droits et responsabilités de la famille.

Les ONG sont également convenu qu'elles allaient elles aussi planifier de nouvelles actions innovatrices en faveur des familles tout en poursuivant leurs efforts pour les aider "avec efficacité, dans la transparence et responsablement". Et enfin, les ONG signataires ont souscrit à l'"objectif suprême de l'AIF, qui met l'accent sur la reconnaissance de valeurs comme la tendresse, le partage, la solidarité et la responsabilité, le respect mutuel et la tolérance, en vue de promouvoir 'la plus petite des démocraties au coeur de la société'".

Calcul et estimation du travail non rémunéré

Un jour, vers le milieu des années 80, je suis allée visiter une région relativement inaccessible dans les collines à l'Ouest du Népal avec un haut-fonctionnaire de la Banque Mondiale. Au cours d'une discussion sur le rythme du développement au Népal, je me plaignais de sa lenteur. Le haut-fonctionnaire fit remarquer "il doit pourtant se développer assez rapidement puisqu'il y a des caisses de Coca-Cola dans les boutiques du bord de la route dans un coin relativement aussi éloigné". J'en restais là. La question qui me hante encore est de savoir si ces gens qui se sont mis à vendre le lait qu'ils avaient l'habitude de consommer auparavant et à dépenser leur argent en Coca-Cola, chewing-gum et autres produits non nutritifs sont plus riches. Est-ce cela le progrès? Est-ce que l'économie peut répondre à cela? Il semble y avoir trois problèmes différents ici. Premièrement, la production de lait que ces gens consommaient chez eux n'était pas du tout évaluée, si bien qu'aucune statistique sur les revenus n'en tenait compte. Mais dès que la vente du lait commença, on en a tenu compte dans les revenus du ménage (même si les revenus réels du ménage n'avaient pas changé). Deuxièmement, la consommation de lait a été remplacée par des achats en argent d'aliments moins nourrissants en termes de nutrition. Troisièmement, celles qui avaient le plus souffert de ce détournement des revenus réels étaient les femmes et les petites filles, puisque c'étaient les hommes qui dépensaient les revenus en argent obtenus au détriment des femmes et des enfants qui consommaient le lait auparavant. S'agit-il là d'une amélioration ou d'un appauvrissement des ménages ruraux, et spécialement en ce qui concerne l'espèce féminine?

Meena Acharya, Népal

On ne peut répondre à cette question ni par oui ni par non tant que les revenus des ménages ne sont pas chiffrés complètement avant et après la commercialisation du lait et que les activités productives des ménages ne sont pas mieux calculées. Dans de nombreux pays en développement, la production des ménages comprend une grande variété d'activités et satisfait l'essentiel des besoins du ménage. Mais les données de la comptabilité nationale ne tiennent compte que d'une toute petite partie des revenus et de la production des ménages. En outre, ces données ne sont pas cohérentes. Ainsi, il y a des chances pour qu'elles chiffrant la valeur des logements habités par leur propriétaire et des produits agricoles cultivés pour l'auto-consommation et pour qu'elles les incluent dans les comptabilités nationales. Mais elles excluent le fourrage et le bois de feu ramassés par les femmes et la valeur produite par le traitement des produits alimentaires. Ce manque de cohérence apparaît également dans les statistiques concernant la population active. Alors que la grande majorité des hommes qui travaillent sur les terres de leur exploitation agricole sont considérés comme des actifs, la plupart des femmes qui travaillent autant d'heures qu'eux dans l'exploitation agricole et dans des industries à domicile comme travailleuses secondaires ne le sont pas.

Parce que des activités comme faire la cuisine, le ménage ou les courses sont considérées comme non économiques, la majorité des femmes du monde entier sont considérées comme ne faisant pas partie de la population active même

si les activités ménagères de la femme sont essentielles pour la survie de la famille et la reproduction de la force de travail.

A partir du milieu des années soixante-dix on a discuté longuement la marginalisation socio-économique de la femme à cause de l'exclusion des principales activités de celle-ci, à savoir les travaux ménagers et les soins aux enfants, des comptabilités nationales. Cependant, les modèles économiques et les méthodes de collecte de données existants ne recueillent pas - et ils ne sont pas en mesure de le faire - les multiples activités productives de la femme, et en particulier celles qui ne sont pas salariées.

Afin de résoudre ce problème, l'INSTRAW met en oeuvre actuellement un projet visant à mettre au point un calcul et une estimation de coût-efficacité pour les travaux et activités de la femme dans les secteurs informel et de subsistance familiale afin de pouvoir les inclure dans les comptabilités nationales, et en particulier dans ce que l'on appelle les "comptes satellites". On peut définir les "comptes satellites" comme un supplément au système-type actuel de comptabilité nationale qui estime la valeur des tâches extrêmement importantes mais actuellement invisibles, et notamment les travaux ménagers et de bricolage qui sont surtout réalisés par les femmes.

A partir des résultats préliminaires obtenus dans les cinq pays où sont menées des études de cas - le Népal, la République dominicaine, le Venezuela, la Tanzanie et la Hongrie - et d'un inventaire mondial de plusieurs

recherches sur ce sujet, l'INSTRAW a dégagé un groupe d'activités qui sont actuellement exclues du Système de comptabilité nationale (SCN). Quelques-unes de ces activités devraient faire partie des "comptes satellites" : (1) le maintien en état de la famille, c'est à dire préparation des repas, ménage, courses, petites réparations, soins aux enfants, soins aux personnes âgées et déplacements qui en découlent; (2) activités d'investissement personnel, c'est à dire éducation, formation professionnelle et déplacements qui en découlent. Bien que le temps consacré au maintien en état personnel, c'est à dire à dormir, à manger, à se laver et aux activités apparentées aux médias, aux jeux, aux réunions sociales, aux sports, à la marche et aux déplacements qui en découlent doive également être mesuré, il ne sera pas inclus dans les "comptes satellites" qui sont envisagés. Le tableau n° 1 décrit graphiquement la classification proposée pour ces activités.

A partir de la classification proposée pour les activités, quelques exercices préliminaires ont été réalisés afin de mesurer le temps que consacre probablement chacun des sexes à chacune des trois principales catégories d'activités (SCN, "comptes satellites", divers). Les résultats pour le Népal (tableau n° 1) montrent une différence frappante quant au temps consacré par la femme et l'homme aux activités du SCN et à celles des "comptes satellites". Les hommes consacrent presque deux fois plus de temps que les femmes aux activités rémunérées alors que l'inverse est vrai pour la production de biens non marchands (qui

incluent la production pour la consommation et l'investissement personnels ou du ménage). Les activités apparentées à la production de biens non marchands sont théoriquement reconnues comme dans les limites de la production du SCN. Mais beaucoup d'entre elles ne sont pas prises en considération à cause de techniques de collecte des données inadéquates et de méthodes d'évaluation insatisfaisantes. Un parfait exemple de ce qui précède, c'est la production laitière des populations des collines de l'Ouest du Népal. De plus, les femmes népalaises de l'étude de cas consacrent deux fois plus de temps que les hommes au maintien en état

du ménage. Des résultats similaires sont actuellement obtenus dans les autres études nationales.

L'analyse des résultats de ces études est actuellement presque terminée et ils seront publiés prochainement. Ils fourniront des directives pour la collecte et l'évaluation de l'information relative à la production de biens non marchands et ils compléteront le SCN. En 1985, Ruth Sivard a estimé que le travail non comptabilisé de la femme au sein des ménages augmenterait d'un tiers le produit brut mondial si on en tenait compte. La recherche de l'INSTRAW est une manière de commencer à le faire.

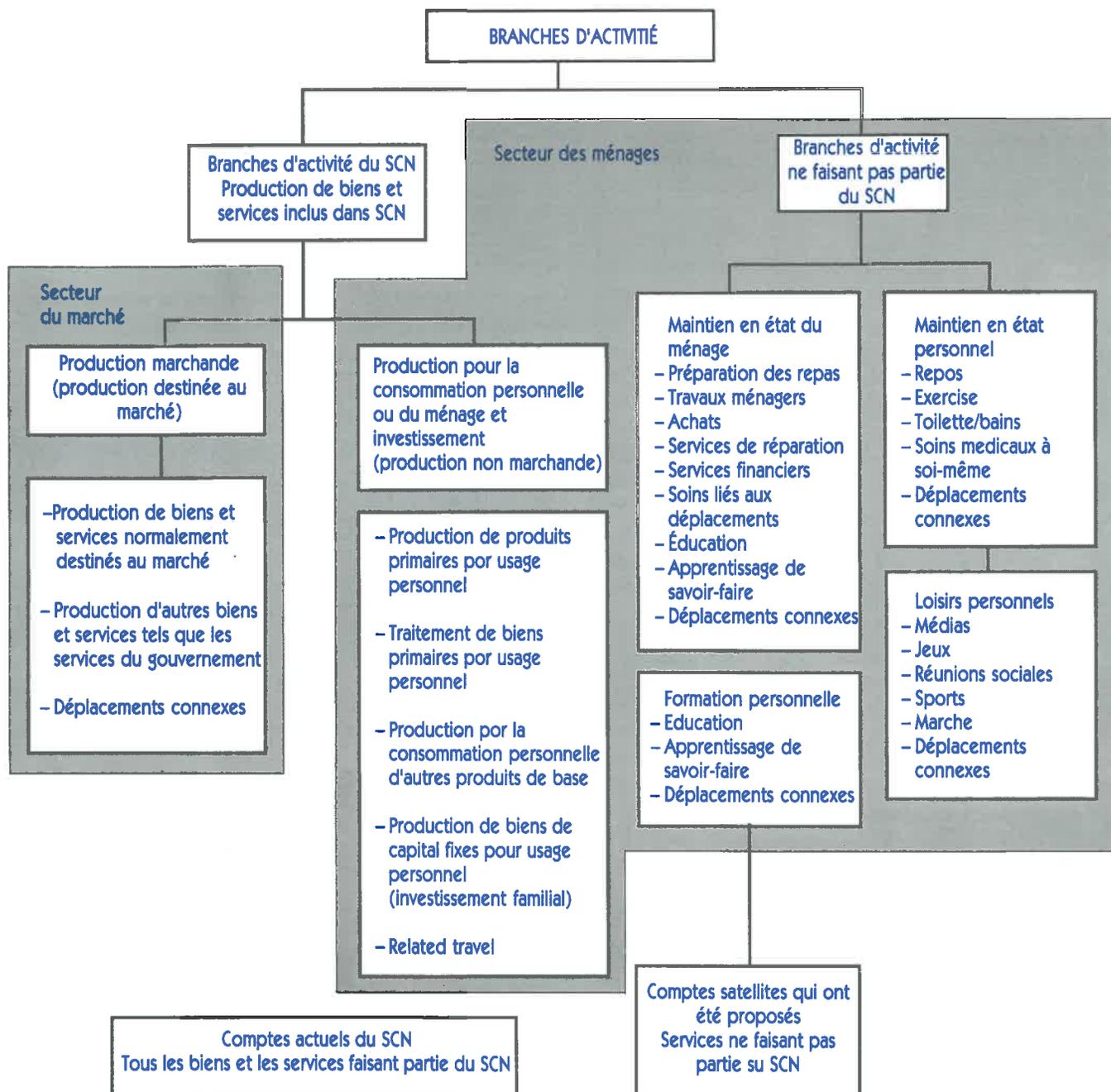
Table 1 Exemples d'estimations de l'emploi du temps à partir de l'étude de cas de l'INSTRAW au Népal (en heures/an)

	Népal Hommes	Népal Femmes	Népal Total
Travail rémunéré	1.537	978	1.278
Production de biens non marchands	587	927	757
Total SCN	2.124	1.905	2.015
Maintien en état du ménage	756	1.968	1.362
Investissement personnel	n/a	n/a	n/a
Total comptes satellites	756	1.968	1.362
Maintien en état personnel	3.220	3.237	3.229
Consommation personnelle	1.989	1.179	1.584
Déplacements	672	475	574
Total divers	5.881	4.891	5.386
Total des heures/an	8.761	8.764	8.763

INSTRAW

Project Concernant L'indicateur de L'emploi du Temps et le Travail Non Salarie

Classification Basee sur le SCN de 1993



DES PRETS POUR LES FEMMES

L'INSTRAW élabore actuellement un panorama bien à jour sur la femme et le crédit en préparation de la Quatrième Conférence mondiale de la femme: actions pour l'égalité, le développement et la paix (Beijing, du 4 au 15 septembre 1995). La publication de cette étude, qui représente ce qu'il y a de plus complet en la matière, dépeindra la situation de la femme en ce qui concerne l'accès au crédit et comportera en annexe une étude de cas sur l'analyse de l'impact, différencié selon le genre, des projets de crédit. Pour la première fois, des données concernant les trois côtés du "triangle de la micro-entreprise" seront réunies : (1) la manière dont quelques-uns des meilleurs projets mondiaux de crédit destinés aux micro-entreprises réussissent à toucher les femmes; (2) une comparaison de l'impact qu'a le crédit sur les entreprises dirigées par des femmes et sur celles dirigées par les hommes, ainsi que (3) la mesure dans laquelle toute augmentation des revenus influe sur le bien-être des familles des femmes chefs de micro-entreprises comparée à celles des hommes chefs de micro-entreprises.

Cette étude de cas est en cours actuellement en République dominicaine où l'Asociación Dominicana para el Desarrollo de la Microempresa (ADEMI) dirige un programme très réussi qui accorde des prêts personnels aux femmes et aux hommes. Les femmes représentent 37 pour cent de ses clients. Entre 1983 et le 31 décembre 1993, l'Association a octroyé 75.423 prêts, aux taux d'intérêt du marché, avec un taux

de remboursement de 99 pour cent. Les femmes ont un taux de retards inférieur à celui des hommes - comme c'est le cas dans la plupart des projets de crédit pour micro-entreprises du monde entier. L'ADEMI est auto-suffisante depuis 1988 (les revenus produits par les intérêts couvrent ses coûts de fonctionnement; mais les donateurs continuent à augmenter le montant de ses capitaux). Elle présente aussi la plupart des traits caractéristiques communs aux projets qui ont du succès et un fort pourcentage de femmes parmi ses clients :

- 1. des prêts rapides avec le moins de bureaucratie et de garanties possibles;*
- 2. les taux d'intérêt du marché afin que le programme soit auto-suffisant;*
- 3. des remboursements en temps voulu récompensés par des prêts assurés, légèrement plus importants en moins de 48 heures; le programme est axé sur le crédit et non pas sur la formation;*
- 4. des promoteurs pour chaque zone géographique qui sont récompensés pour les taux faibles de débiteurs défaillants (ce qui les motive à rechercher un plus grand nombre de femmes comme clientes);*
- 5. pas d'exclusion des entreprises commerciales ni de services pour les prêts (quelques programmes le font), puis que les femmes sont particulièrement nombreuses dans ces secteurs;*

6. les prêts sont accordés exclusivement à des clients chevronnés; la plupart des entreprises échouent au cours de la première année et il y a davantage de demandes de prêts que d'offres.

Quelques programmes de prêts individuels et collectifs ont prêté à des pourcentages croissants de femmes une fois que leurs meilleures performances en matière de remboursements ont été connues. Un des exemples est la célèbre Grameen Bank du Bangladesh, qui accorde des prêts collectifs très modiques. En août 1993, elle avait versé 743,2 millions de dollars à 1.679.764 membres; tous, à l'exception de 100.637, étaient des femmes.

Il est nécessaire de réaliser des recherches sur les programmes de prêts personnels et/ou collectifs destinés aux femmes qui ont une approche du crédit semblable à celui d'une entreprise. Un échec de taille pour de nombreux programmes de crédit destinés aux femmes c'est qu'ils prêtent à des taux subventionnés (ce qui signifie que le projet est vite décapitalisé), qu'ils ne tiennent pas compte de l'économie des entreprises de leurs clientes et qu'ils proposent une formation coûteuse axée sur la promotion sociale en plus des prêts. Ces projets sont le plus souvent très petits et ils ne sont pas durables. Pourtant, quelques programmes destinés exclusivement aux femmes qui combinent le crédit et un autre type d'assistance peuvent être comparés à des programmes durables, destinés aux femmes, qui ne s'occupent que de prêts.

La recherche évaluera si les femmes utilisent correctement leurs prêts au sein de leurs entreprises (en comparaison avec les hommes). En plus du taux de défaut de paiement et de la proportion de celles qui obtiennent des prêts postérieurement, les variables incluent l'impact du crédit sur les ventes, les actifs, l'emploi de membres de la famille en opposition à de la main-d'oeuvre salariée masculine et féminine, les revenus et les réinvestissements. Elle donnera également des informations sur les caractéristiques des entreprises des femmes (comparées à celles des hommes: type d'activité économique, taille au départ, à domicile ou emplacement différent, proportion des revenus familiaux qu'elle représente, charge de travail de la propriétaire dans l'entreprise en comparaison avec les travaux ménagers, etc.).

Presque partout dans le tiers monde, un pourcentage élevé de micro-entreprises est dirigé par des femmes - elles sont majorité en réalité dans certaines villes latino-américaines, caribéennes, africaines et du Sud-Est asiatique. Mais une petite fraction seulement de ces micro-entreprises obtiennent des prêts et un pourcentage infime obtient des prêts de programmes de crédit spécialement destinés aux micro-entreprises. La plupart se sont déjà décidées à améliorer et à agrandir leur entreprise, si bien qu'elles ne constituent pas un échantillon représentatif. C'est pourquoi, quelques groupes témoins de micro-entreprises qui ne sont pas clientes de ces programmes couronnés de succès seront également étudiés.

Finalement, la recherche évaluera la manière dont est dépensé tout revenu obtenu par les prêts et qui n'est pas utilisé dans l'entreprise. Comment affecte-t-il le bien-être de la famille? D'autres recherches montrent que les hommes tendent à dépenser les revenus qu'ils contrôlent différemment des femmes soutiens de famille qui gardent généralement moins d'argent pour elles-mêmes et le consacrent plus résolument à la nutrition, à l'éducation et à la santé de leurs enfants. Les femmes (en comparaison avec les hommes) préfèrent-elles privilégier les loisirs, le bien-être de leur famille ou les revenus de leur entreprise? Quelles sont les caractéristiques individuelles et commerciales des micro-entreprises choisissant chacune des options?

Puisque le secteur informel est en plein essor dans divers pays à travers le monde, ainsi que le nombre de micro-entreprises, les données sur l'octroi de prêts aux femmes que fournira l'INSTRAW auront des applications évidentes et urgentes en matière de politiques. 



Femmes et enfants au Pakistan

Unicef /5374/ John Isaac.

L'intersection de la famille, le genre et l'économie

Le mythe de la famille en "boîte noire" face à la réalité de la "famille souple"

dans le tiers monde

Il existe deux conceptions qui s'opposent fortement en matière de développement du tiers monde : le modèle du courant principal et de la "modernisation" et un modèle qui s'appuie sur une approche néo-marxiste. Etrangement, elles considèrent toutes deux le ménage et/ou la famille de la même manière - comme une seule unité, une "boîte noire". Selon cette optique, peu importe qui fait le travail, qui reçoit les informations (la vulgarisation agricole, par exemple) ni qui gagne l'argent, car la famille/ménage est une unité qui *met ses ressources en commun*.

Pourtant, depuis le milieu des années 80, un groupe de plus en plus nombreux de chercheurs spécialisés dans le domaine du genre, de la femme et du développement ont remis en question ce modèle en "boîte noire" de la famille. Au lieu de la considérer comme un atome infissible de la société, ils regardent à l'intérieur de celle-ci. Ils y voient "l'économie interne du ménage", qui varie en fonction du genre et de l'âge des personnes et qui se caractérise par des relations qui sont aussi bien de concurrence que de coopération. L'analyse qui prend pour base l'"économie interne" insiste sur le fait que la manière dont les informations concernant l'aide au développement et les ressources économiques et l'aide sociale sont réparties entre hommes et femmes, jeunes et vieillards,

chaque membre de la famille, a une importance *réelle*. Cette théorie souligne que lorsque l'on prend "la famille" pour cible de l'aide au développement, il faut tenir compte de la manière dont les revenus - de même que le temps, le travail et les calories - sont répartis entre les membres de la famille.

La monographie dont est tiré cet article est la contribution de l'INSTRAW à la Série Etudes occasionnelles élaborée à l'occasion de l'Année internationale de la famille (AIF). Cette monographie soutient qu'il est important de prendre en considération la famille lors de la planification du développement mais qu'il faut remplacer le modèle de base de la famille ou ménage en "boîte noire" par celui de la "famille souple". Elle s'efforce d'ouvrir de force cette boîte et d'en examiner le contenu, se servant pour cela de nouvelles méthodes d'analyse de la famille et du genre. Elle examine également la manière dont différentes politiques qui tiennent compte de la problématique du genre peuvent améliorer la santé et le bien-être des familles et des nations du tiers monde.

Une nouvelle manière de considérer la famille: l'"économie interne de la famille"

Ce modèle de "famille souple" présuppose que les familles ayant un *homme comme chef de famille* vont depuis quelques exemples peu nombreux d'unités dans lesquelles toutes les ressources sont mises en commun jusqu'aux familles qui font "bourse à part". Dans les familles faisant "bourse à part", les ressources et les dépenses sont

généralement distinctes pour l'homme et la femme - ce qui est "à lui", ce qui est "à elle" et (bien peu de chose) ce qui est "à eux".

Les concepts définissant cette diversité de types de familles peuvent se résumer par les postulats suivants:

1. *Dans le monde entier, il existe une gamme variée de types de familles (un continuum) qui va depuis la famille qui met tout en commun jusqu'à celle qui fait au moins partiellement "bourse à part" en ce qui concerne les hommes et les femmes, les jeunes et les vieillards, chacun des membres de la famille.*

• *Le genre et l'âge influent sur la manière dont les individus sont traités, à savoir, maris, femmes et certains enfants (les aînés vis-à-vis des plus jeunes; les garçons vis-à-vis des filles) peuvent être avantagés ou lésés à des degrés divers.*

• *Le degré où la femme (légitime ou consensuelle) parvient à garder pour elle ou à contrôler les ressources et les revenus qu'elle a gagnés varie considérablement. Mais, dans l'ensemble, peu d'épouses perdent totalement - ni même en grande partie - le contrôle de leurs revenus.*

• *Le degré où la femme a l'obligation de subvenir aux besoins de ses enfants (et de sa famille élargie) varie lui aussi considérablement à travers le monde. Pourtant, d'une façon générale, au fur et à mesure que les hommes émigrent et que les crises économiques aggravent la pauvreté de nombreux individus, l'obligation qu'a la femme de subvenir aux besoins de ses enfants va croissant. Des études montrent que de plus en plus de femmes gagnent de l'argent.*

Mais il se pourrait bien que leurs obligations de soutiens de famille progressent encore plus vite.

2. *La manière dont l'argent est perçu et réparti au sein de la famille (son "économie interne") varie considérablement selon la région géographique, la classe sociale et l'ethnicité.*

3. *Du point de vue géographique, le modèle de famille qui fait "bourse à part" est surtout fréquent dans la plus grande partie de l'Afrique sub-saharienne. De nombreuses études montrent que, principalement dans les régions où la polygamie et/ou les mariages précaires sont la règle, les épouses font "bourse à part" pour la plupart de leurs revenus et de leurs dépenses. Les femmes africaines subviennent souvent aux besoins de leurs enfants. La plupart d'entre elles sont des actives, qui travaillent essentiellement dans des exploitations agricoles à faible intensité d'utilisation des ressources et/ou comme commerçantes sur les marchés, même si bien peu de ces activités sont comptabilisées dans les données sur la population active nationale. Pourtant des études récentes montrent qu'elles font pousser près de 80 pour cent des aliments produits dans ces pays.*

4. Si nous examinons les familles du monde entier, nous voyons que davantage de familles se rapprochent du modèle qui fait "bourse à part" que de celui qui fait "bourse commune" ou met tout en commun.

5. La raison principale du 4ème postulat c'est la classe sociale - la plupart des gens, dans le monde, sont pauvres et la relation entre classe sociale et contributions

économiques de la femme est généralement **inversement proportionnelle**:

• plus la classe sociale est basse, plus la proportion de femmes actives est élevée.

• plus la classe sociale est basse, plus la proportion dans laquelle la femme contribue aux besoins du ménage est élevée.

• plus la classe sociale est basse, plus la proportion de ménages ayant une femme comme chef de famille est élevée.

6. La principale exception au 5ème postulat qui porte sur la relation inverse entre la classe sociale et les contributions économiques de la femme, c'est le *facteur ethnique*. Ainsi, les Indiens équatoriens des hauts-plateaux sont beaucoup plus égalitaires en matière de genre que les **mestizos** qui les entourent. Les femmes les plus aisées de même que celles des familles indiennes les plus pauvres sont probablement celles qui produisent la plus grande partie des aliments et des revenus du ménage et les familles avec une femme comme chef de famille sont aussi peu nombreuses parmi les familles les plus riches que parmi les plus démunies. Mais chez les **mestizos**, la femme idéale reste chez elle et elle ne gagne pas d'argent.

Ces postulats et le modèle proposé d'"économie interne de la famille" montrent bien à quel point ce qui est mis en commun est sujet à des variations considérables. Ainsi:

La population active : les études sur l'emploi du temps indiquent presque toujours que les femmes travaillent un plus grand nombre d'heures que les hommes.

L'information : de nombreuses études mettent en évidence que les conseils techniques donnés au mari mais qui concernent des travaux agricoles réalisés par la femme ne lui sont souvent pas communiqués ou qu'ils le sont de manière incorrecte.

L'alimentation : on a même remarqué que les calories sont réparties inégalement, en fonction du genre et de l'âge, au sein des familles (et non pas proportionnellement à la taille des individus ni à leurs besoins énergétiques). Quelques études ont montré de la malnutrition chez les membres défavorisés. Mais dans les cas extrêmes, lorsque la femme est sous-estimée et que la femme adulte gagne des revenus modiques, les taux de mortalité infantile sont plus élevés parmi les petites filles.

La vie : Amartya Sen (1991) soutient qu'en Inde, au Pakistan, au Bangladesh, en Chine et en Asie occidentale, "il manque 100 millions de femmes", c'est à dire qu'il n'y a que de 91 à 94 femmes pour cent hommes contre de 102 à 106 femmes pour cent hommes dans les autres régions du monde, en Afrique et en Europe, par exemple. Mais, même dans les pays où il existe un déficit de femmes, on enregistre des différences internes. Ainsi, l'Etat du Kerala, en Inde, a 104 femmes pour cent hommes. Il possède également des traditions encore vivantes de filiation matrilineaire, une forte proportion de femmes actives et un taux élevé d'alphabétisation pour les deux sexes. Mais dans l'Inde en général il n'y a que 93 femmes pour cent hommes, ce qui équivaut à un déficit de 37 millions de femmes. En résumé, l'"économie interne de

la famille" s'étend même aux questions de vie et de mort.

Postulats concernant les facteurs qui influent sur l'égalité des genres

La théorie de Blumberg sur la stratification des genres conclut que le contrôle relatif des revenus par l'homme ou la femme est ce qui permet le mieux de prédire le degré d'égalité entre les genres dans un certain nombre de dimensions. C'est pourquoi la comparaison entre les revenus de l'homme et de la femme est le facteur clé de l'"économie interne de la famille" pour déterminer la répartition du pouvoir et du bien-être au sein de la famille.

7. *Le pouvoir économique de la femme en comparaison avec celui de l'homme (défini comme étant le contrôle sur les ressources économiques clés, les revenus et les biens immeubles notamment) est considéré, parmi les facteurs qui influent sur l'égalité entre les genres, comme le plus important et le plus facile à obtenir (bien qu'il ne soit pas le seul) à différents échelons micro et macro, qui vont du couple jusqu'à l'Etat.*

8. *A moins d'être chef de famille, il se peut, cependant, qu'une femme "ne reçoive pas l'équivalent d'un dollar de pouvoir économique pour chaque dollar qu'elle apporte au foyer" à cause de ce que l'on désigne sous le nom de "facteurs de déduction". Les facteurs de déduction peuvent se situer au niveau macro (c'est à dire, de l'Etat) et/ou micro (la famille ou la communauté) et soustraire ou rajouter des centimes à ce dollar hypothétique, selon qu'ils sont négatifs ou positifs:*

- *Au niveau macro, plus l'inégalité entre les genres est grande (c'est à dire, plus les systèmes politique, économique, juridique et religieux désavantagent la femme) plus le taux de déduction est négatif et moins l'influence qu'elle peut acquérir avec chaque dollar est grande.*

- *Au niveau micro, les taux de déduction peuvent être négatifs ou positifs.*

- *Il peut s'agir de l'idéologie de chacun des partenaires en matière de genre, ainsi que celle de leur classe sociale, de leur groupe ethnique et de leur communauté. Si cette idéologie établit que la femme doit être considérée comme étant à charge du point de vue économique, cela grignotera de nombreux centimes de l'influence qu'elle acquiert avec chaque dollar puisque "pour commencer, elle n'aurait jamais dû le gagner".*

- *Il peut s'agir également du degré d'engagement relatif de chacun des partenaires (celui qui s'engage le moins a davantage de pouvoir en raison du "principe du moindre intérêt"), du degré de séduction relative de chacun des partenaires, la mesure dans laquelle ils ressentent le besoin de disposer des revenus de l'autre et même de la confiance en soi relative de chacun d'eux (la plupart des filles ne sont pas socialisées en prévision des négociations acharnées qui s'établissent dans le cadre des relations intimes). Ironiquement, bien que l'on s'attende à ce que les femmes soient responsables de préserver la santé affective et la paix de leurs familles, on considère aussi bien trop souvent qu'elles en ont le pouvoir.*

9. En outre, on obtient plus de pouvoir du contrôle et de la libre disposition des excédents que de la simple subsistance. Refuser carrément de la nourriture à des enfants affamés est rarement une chose faisable au sein d'une famille et c'est peut-être le motif pour lequel les femmes pauvres n'acquièrent pas davantage d'influence de la proportion souvent élevée de ressources qu'elles fournissent. Mais pour les deux sexes, plus on contrôle les excédents, plus le pouvoir économique est grand.

10. En rajustant le pouvoir économique de la femme en fonction de ces facteurs de déduction et de la différence existant entre revenus excédentaires et de subsistance, on obtient son "pouvoir économique net", considéré comme le meilleur facteur de prédiction pour plusieurs conséquences:

Lorsque l'épouse contrôle et dépense ses revenus: quelques conséquences sélectionnées

11. Plus le contrôle de la femme sur ses revenus est grand, plus elle se sent sûre d'elle.

Toutes les études concernant les femmes qui commencent à travailler l'ont montré. Très vite, elles essaient d'utiliser leurs revenus pour contrôler les choses qu'elles considèrent comme importantes :

12. Plus la femme exerce un contrôle effectif sur ses revenus, plus son influence sur les décisions en matière de procréation est grande - c'est à dire, plus celles-ci sont le reflet de ses propres intérêts et non plus de ceux de son mari, de sa famille élargie ou de l'Etat.

Un meilleur contrôle de sa propre fertilité, tel est probablement le résultat le plus important qu'entraîne l'accroissement du pouvoir économique de la femme.

13. Plus la femme a un contrôle effectif sur ses revenus, plus son influence est grande lors de décisions concernant l'économie et le bien-être de la famille. Cela signifie qu'elle a davantage le droit de donner son avis quand il s'agit de décisions économiques telles que l'achat ou la vente d'une terre, de bétail ou d'autres biens. Cela signifie aussi avoir davantage son mot à dire dans les décisions concernant le bien-être familial: quels enfants seront envoyés à l'école et pendant combien de temps, le niveau adéquat de dépenses en soins de santé pour chaque membre de la famille et chaque maladie et toute autre dépense concernant le bien-être, depuis un logement jusqu'à des chaussures. Cela signifie aussi un accroissement de son droit à émettre son avis (pouvoir) dans les relations conjugales.

14. Quand les revenus relatifs d'une épouse augmentent, plus son conjoint se sent menacé par ceux-ci, plus il est susceptible de riposter par des agressions physiques (ceci a été mis en évidence dans la recherche de Roldan effectuée à Mexico). Mais l'auteur a montré dans une étude portant sur 61 sociétés pré-industrielles qu'une fois que l'accroissement du pouvoir économique de la femme s'est consolidé, elle est moins exposée aux violences de son conjoint.

15. L'homme a tendance à dépenser les revenus qu'il contrôle d'une manière différente de celle de

la femme ayant la responsabilité de soutien de famille (et même de soutien de famille "en dernier ressort") qui se préoccupe davantage du bien-être de ses enfants et de la subsistance de sa famille:

- La femme a tendance à consacrer un pourcentage supérieur de ses revenus à la subsistance de sa famille et à en mettre moins de côté pour ses dépenses personnelles.

Pourquoi la femme doit-elle consacrer une proportion supérieure de ses revenus à la subsistance de sa famille? Certains considèrent que, étant donné que les femmes gagnent moins que les hommes, leur comportement est tout simplement une illustration de "la loi d'Engels". Formulée en 1857 par l'économiste allemand, celle-ci énonce que plus les revenus sont faibles plus la proportion dépensée pour les besoins élémentaires est élevée. Mais Mencher n'est pas de cet avis: dans l'un des 20 villages qu'elle a étudiés, les deux genres gagnent autant l'un que l'autre. Pourtant, là aussi, les femmes consacrent 92 pour cent de leurs revenus à leurs familles alors que les hommes ne leur consacrent que 76 pour cent des leurs.

- Ce sont les revenus ou la production d'aliments de la mère plutôt que du père qui concernent de plus près la nutrition des enfants.

L'étude de Shubh Kumar dans l'Etat du Kerala (Inde, 1978) a mis en évidence que c'était les mères, avec les ressources qu'elles contrôlaient - les jardins potagers et/ou leurs revenus - nourrissaient le mieux les enfants. L'étude portait sur un échantillon aléatoire de 48 familles sans aucune terre ou

La femme dont les revenus diminuent voit son pouvoir au sein de la famille diminuer plus vite et de manière plus marquée qu'elle ne voit s'accroître ce pouvoir lorsque ses revenus progressent.

pratiquement sans terre (72 pour cent d'entre elles possédaient moins d'un dixième d'acre). Cette étude a démontré qu'on n'enregistrait aucune amélioration de la nutrition infantile lorsque les revenus du père augmentaient alors que la nutrition infantile s'améliorait lorsque les revenus de la mère augmentaient. Cette recherche prouvait pour la première fois l'étroite relation qui existe entre la nutrition des enfants et les revenus des femmes.

Depuis lors, ses résultats ont été confirmés un peu partout dans le monde, et notamment, au Belize, aux Philippines, au Kenya, au Ghana et en République dominicaine (où l'effet était le plus marqué dans le quartile des revenus les plus faibles).

Ceci a des conséquences évidentes pour les politiques. Si les revenus provenant d'un projet de développement sont canalisés uniquement au profit des hommes, de nombreux bénéfices de bien-être familial obtenus grâce au comportement des femmes qui, en matière de dépenses, favorisent la qualité de vie, disparaissent. Et le projet lui-même peut en pâtir.

16. *Le simple fait de travailler à des activités économiques ne se traduit pas par une influence économique au sein de la famille si cette personne n'en contrôle pas pour autant ses ressources économiques.*

Ainsi, Meena Acharya et Lynn Bennett (1983) ont étudié huit villages du Népal et elles ont découvert que la quantité de travail effectuée par les femmes dans une agriculture de subsistance n'avait aucun effet sur leur pouvoir au sein de la famille et que plus elles exécutaient de tâches domestiques

moins elles avaient de pouvoir, seul le travail qui produisait des revenus améliorerait leur influence dans le ménage.

L'"économie externe de la famille"

Bien que le contrôle relatif des revenus par l'homme ou la femme soit envisagé comme plus important que les liens familiaux pour expliquer le pouvoir de la femme au sein de la famille et l'impact qu'a ce pouvoir sur le bien-être familial, on considère que le régime de parenté a également de l'influence.

Types de régimes de parenté: filiation, résidence et héritage.

Toutes choses égales par ailleurs, la femme est dans une situation bien meilleure dans les groupes à filiation matrilinéaire que patrilinéaire; les régimes de parenté bilatéraux (qui caractérisent la plupart des pays occidentaux) se trouvent dans une position intermédiaire. Mais la filiation se révèle moins décisive que la résidence conjugale pour renforcer le pouvoir de la femme par le biais de l'"économie externe de la famille". Lorsque des jeunes mariés vont s'installer près ou chez une parente de l'épouse (matrilocalité), elle trouve des alliées parmi sa propre famille et son propre genre. Celles-ci peuvent lui fournir non seulement des ressources économiques mais aussi un appui politique et affectif. La résidence patrilocale tend à être moins favorable pour la femme, à moins que les jeunes mariées ne s'organisent. Ainsi les femmes igbo du Sud-Est du Nigéria se regroupent en associations des femmes du village qui font contrepoids au pouvoir de la parenté du mari. La

résidence néolocale (où le couple vit de manière indépendante) se situe à peu près à égale distance entre les deux. Finalement, plus le droit de la femme sur l'héritage est grand, plus son pouvoir économique est important, de même que son influence au sein de l'"économie externe de la famille". Mais des études montrent que les femmes tendent à établir un échange de services et d'entraide avec certains parents, même lorsque le système formel de parenté s'établit à partir de l'homme.

Réseaux d'entraide à base familiale. En fait, les femmes pauvres du tiers monde dépendent probablement davantage de l'"économie externe de la famille" que leurs maris: la parenté élargie constitue un réseau de soutien qui les aide à se maintenir à flot. Parmi les populations africaines patrilineaires et matrilineaires, par exemple, l'une des raisons pour lesquelles les femmes ont besoin d'avoir leurs revenus à elles (et de faire "bourse à part") c'est que de cette façon elles peuvent faire face à leurs obligations envers leur propre parenté élargie. Ainsi, Jane Guyer a étudié en 1988 les Beti, groupe patrilineaire du Cameroun, et elle a découvert que les virements effectués par les femmes en faveur de personnes autres que leur mari (essentiellement leur propre parenté) représentaient 34,4% de leurs virements et 15 pour cent du total de leurs revenus en espèces. Une aide de ce genre doit être rendue, de sorte que si les revenus d'une femme diminuent, sa capacité à maintenir des liens avec sa parenté diminuera probablement, à son détriment et à celui de sa famille.

Au Bélice, Stavrakis et Marshall ont trouvé, en 1978, un réseau d'entraide entre parenté féminine, bien que le régime de parenté général soit bilatéral (la famille maternelle et la famille paternelle "comptent"). Ce réseau répartit du maïs en échange de services rendus et aide les femmes dont le mari a eu de mauvaises récoltes cette année-là. Mais la production de maïs s'est effondrée lorsque les hommes ont commencé à cultiver la canne à sucre. Les femmes ont non seulement été privées du principal produit de base pour leurs échanges en nature avec leur parenté, mais elles ont également perdu leur principale source de revenus provenant de l'élevage des porcs. Les femmes nourrissaient des porcs avec les 40 pour cent de maïs de trop mauvaise qualité pour être vendu.

De tels réseaux d'entraide et d'échanges avec des parents (ou des amis intimes) sont surtout fréquents là où existent des *fluctuations imprévisibles des ressources qui sont parfois en quantité insuffisante*. Cela a été mis en évidence il y a longtemps dans les études sur les chasseurs-ramasseurs. Les fluctuations des ressources et les réseaux d'entraide ont également été découverts dans des études sur plusieurs groupes marginaux aux Etats-Unis, en République dominicaine, au Venezuela et en Australie (chez une partie des aborigènes); dans tous ces réseaux, les femmes sont en majorité.

En 1973, Michael Lombardi a démontré mathématiquement comment l'entraide adoucit les fluctuations des ressources nettes disponibles. Son analyse sur les

facteurs de production et les produits obtenus a montré que cette entraide - surtout parmi les femmes - avait empêché une famille des Etats-Unis qui vivait de l'aide sociale de tomber par trois fois au cours du même mois au-dessous du point zéro (le point zéro signifie pas d'argent, pas de nourriture à la maison et rien à mettre en gage).

Bref, dans tous les types de régimes de parenté, les femmes pauvres semblent plus à même que leurs maris de maintenir leur position dans l'"économie interne de la famille" en échangeant des ressources avec un réseau informel fondé sur la parenté, c'est à dire, en s'appuyant davantage sur une "économie externe de la famille". Une entraide de ce type est particulièrement importante pour les femmes pauvres qui sont chefs de famille.

L'économie politique de la famille mère-enfant

Lorsque l'auteur a exploré pour la première fois ce sujet (Blumberg et Garcia, 1977), la littérature faisait encore ressortir que les femmes chefs de famille prédominaient en particulier chez les Noirs des Etats-Unis et de la Caraïbe. A l'inverse, l'auteur soutenait que la famille mère-enfant avait une base structurelle et économique et qu'elle existait presque partout dans le monde, *et non pas* essentiellement parmi ceux qui étaient "ethniquement des Noirs".

Aujourd'hui, il existe des données bien étayées indiquant que ces unités sont en progression parmi divers groupes aux Etats-Unis, en Europe, en Amérique latine, dans la Caraïbe, en Afrique et dans certaines parties de l'Asie

du Sud-Est - mais *ne le sont pas* en Afrique du Nord, en Asie occidentale ni en Asie du Sud. Et bien que des unités ayant une femme comme chef de famille soient particulièrement fréquentes chez les plus démunis, toutes ne sont pas plus pauvres que celles ayant un homme comme chef de famille.

Quatre conditions de l'apparition et de la prédominance des familles mère-enfant que l'auteur avait avancées en 1977 ont été réévaluées tout récemment, en 1993; elles semblent être toujours valables, surtout maintenant que de plus en plus de femmes dans le monde entier se sont mises à gagner de l'argent. Pour résumer brièvement, la première condition c'est que les revenus doivent être versés à la personne qui les gagne, et non pas à sa famille. La seconde condition, c'est que la femme soit capable de gagner sa vie, soit grâce à son travail, soit qu'elle soit en mesure de tirer profit de la main-d'oeuvre ou des revenus fournis par ses enfants, soit grâce aux revenus d'un héritage ou à une aide sociale versée par l'Etat et qu'elle ait le droit et la possibilité d'avoir un logement à elle et de contrôler ses biens au sein de sa société. La troisième condition c'est que la femme parvienne à concilier son travail et ses responsabilités maternelles. Cela signifie travailler à des activités qu'elle puisse exercer en toute sécurité en présence de ses enfants ou qu'elle puisse trouver quelqu'un pour s'occuper d'eux ou qu'elle attende pour devenir chef de famille que les enfants les plus jeunes n'aient plus besoin d'être gardés ou qu'elle perçoive des revenus suffisants d'autres sources (ses

enfants, un loyer, un héritage, l'Etat, entre autres) pour pouvoir rester chez elle. La quatrième condition c'est que ses revenus/sa subsistance obtenus de toutes les sources ne soient pas dramatiquement inférieurs à ceux des hommes de sa classe sociale. Là, cependant, ce qui importe ce sont les *conséquences* qui découlent du fait qu'une famille ait une mère ou un père comme chef de famille, car cela sert de test précis pour montrer comment le contrôle des revenus en fonction du genre affecte le bien-être des familles : on considère en effet que les femmes chefs de famille contrôlent leurs propres revenus.

L'influence qu'a le genre du chef de famille sur le bien-être

On examinera de nouveau trois des hypothèses proposées concernant les revenus des maris en comparaison avec ceux des femmes et le bien-être des enfants dans des familles ayant un homme ou une femme comme chef de famille.

Le genre du chef de famille et ses conséquences sur l'éducation des enfants. On dispose encore de peu de données à ce sujet, mais des études ont mis en évidence que les femmes chefs de famille accordaient énormément de priorité à l'éducation et qu'elles s'intéressaient autant à l'éducation des filles qu'à celle des garçons. Sylvia Chant (1985) a constaté dans sa monographie sur les habitants des bidonvilles de Mexico que dans les familles ayant une femme comme chef de famille, il y avait en général moins de discrimination envers les filles à qui on donnait les mêmes chances qu'aux garçons.

Koussoudji et Mueller (1983) se sont aperçues que les enfants des familles du Botswana ayant une femme comme chef de famille allaient plus longtemps à l'école - mais comme au Botswana les garçons commencent à travailler dans les mines d'Afrique du Sud ou à s'occuper des troupeaux à un âge précoce, c'est l'un des rares pays où les femmes vont plus longtemps à l'école. Enfin, comme cela a déjà été dit, l'étude de Blumberg et d'autres chercheurs (1992) sur les données d'une enquête par sondage aléatoire réalisée à Santiago du Chili a constaté que les garçons ne jouissaient d'aucun favoritisme pour la fréquentation d'écoles supérieures dans les familles ayant une femme comme chef de famille. En outre, et c'est tout aussi important, bien qu'elles ne gagnent que *la moitié* des revenus des hommes chefs de famille - 12.200 pesos contre 24.000 pour ces derniers - les taux de fréquentation universitaire de leurs enfants ne sont inférieurs que de quelques pour cent à ceux des familles ayant un homme comme chef de famille.

Le genre du chef de famille et l'influence de celui-ci sur la proportion de revenus consacrée à la subsistance de la famille. Premièrement, Sylvia Chant a constaté que plus de la moitié (12) des hommes chefs de famille de son sondage en profondeur à Mexico renaient jusqu'à la moitié de leurs revenus pour leurs dépenses personnelles; les femmes chefs de famille consacraient *tous* leurs revenus au bien-être de leur famille. Deuxièmement, des études réalisées au Malawi, en Côte d'Ivoire et en Jamaïque ont montré que les femmes chefs de famille sont moins

portées à dépenser leur argent en boissons alcoolisées.

Le genre du chef de famille et son influence sur l'alimentation et la nutrition de la famille ou des enfants. Des études quantitatives récentes effectuées au Malawi, au Rwanda, en Jamaïque et au Guatemala ont constaté que les ménages ayant une femme comme chef de famille dépensaient une proportion supérieure de leurs revenus en nourriture, et/ou achetaient des aliments de meilleure qualité nutritionnelle et/ou donnaient une alimentation plus calorique à leurs enfants. D'autres études quantitatives réalisées au Rwanda et au Brésil se sont aperçues qu'il y avait moins d'enfants souffrant de malnutrition dans les foyers ayant une femme comme chef de famille. Dans deux autres études effectuées au Sri Lanka et au Bangladesh, la nutrition des enfants n'était pas pire dans les ménages ayant une femme comme chef de famille même quand ceux-ci étaient plus pauvres. En outre, Eileen Kennedy (1992) constate dans son analyse de la littérature récente que les études sur l'Afrique et quelques recherches sur l'Amérique latine et la Caraïbe montrent que les enfants des familles ayant une femme comme chef de famille sont mieux nourris.

De telles constatations n'auraient jamais pu surgir du modèle-boîte noire. Ignorer les contenus divers de cette boîte noire peut entraîner - comme cela a déjà été le cas - des suppositions erronées et des initiatives de développement mal conçues.

Conclusions

Il a été souligné qu'un contrôle des revenus en fonction du genre est

l'aspect le plus important de l'"économie interne de la famille".

Il en est ainsi parce que cela détermine le pouvoir relatif de l'homme et de la femme et cela détermine à son tour la mesure dans laquelle la femme a son mot à dire en matière de procréation et de décisions portant sur l'économie du ménage et le bien-être de la famille. De plus, les hommes et les femmes qui ont l'obligation de subvenir aux besoins de leurs enfants dépensent de façon très différente les revenus qu'ils contrôlent; la femme consacre résolument les siens à la nutrition et à l'éducation de ses enfants ainsi qu'à d'autres indicateurs de bien-être. C'est pourquoi, l'un des résultats du remplacement de l'ancien modèle en boîte noire de la famille par le nouveau modèle souple de l'économie interne devrait être de faire apparaître plus clairement pourquoi les ressources et les revenus produits par le développement doivent être ciblés sur la femme aussi bien que sur l'homme. Quatre principes directeurs sont à respecter :

1. *Lors de tout nouveau projet ou programme de développement, au lieu de supposer un ménage en boîte noire qui met tout en commun, il faut réaliser une évaluation rapide afin de constater quelle est l'"économie interne de la famille" parmi les différents groupes socio-économiques et ethniques concernés par le projet. Il faudra tout particulièrement étudier leur division du travail, du temps, des ressources et des revenus en fonction du genre et de l'âge.*

2. *Il faut également mesurer si l'information concernant le projet*

et les ressources de celui-ci sont ciblées sur les personnes qui conviennent au sein de la famille: ceux qui font le travail et ceux qui en tirent profit.

3. *Dans la mesure du possible, il faudra cibler explicitement les femmes pour les activités visant à accroître les revenus, étant donné que les revenus qu'elles contrôlent contribuent aussi bien à la prospérité qu'au bien-être des familles. En outre, il est important de ne pas cibler uniquement les épouses, mais aussi les femmes chefs de famille.*

4. *Les systèmes pour la mise en place du projet (à savoir, calendrier, coût et lieu des activités et des bénéfiques) devront être analysés afin de s'assurer qu'ils sont adaptés à tous les groupes ciblés; dans le cas contraire, ils doivent être modifiés afin d'éviter tous les obstacles d'origine interne qui rendent difficile pour des sous-groupes de bénéficiaires, tels que les femmes dépourvues de terres, d'accéder aux bénéfiques du projet et au contrôle de ces derniers.*

Etude réalisée pour l'INSTRAW par Rae Lesser Blumberg, professeur à l'Université de la Californie.

Bibliographie

- Blumberg, Rae Lesser. 1984. "A General Theory of Gender Stratification" in *Sociological Theory 1984*, publié par Randall Collins, San Francisco: Jossey Bass.
- . 1993b. "Poverty versus 'Purse Power': The Political Economy of the Mother-Child Family III". Pages 13-52 in *Where Did All the Men Go? Female-Headed/Female Supported Households in Cross-Cultural Perspective*, publié par Joan P. Mencher et Ann Okongwu. Boulder, Colorado: Westview.
- et Maria Pilar Garcia. 1977. "The Political Economy of the Mother-Child Family: A Cross-Societal View". Pages 99-163 in *Beyond the Nuclear Family Model*, publié par Luis Lenero-Otero. Londres et Beverly Hills: Sage.
- Chant, Sylvia. 1985. "Single Parent Families: Choice or Constraint? The Formation of Female-Headed Households in Mexican Shantytowns." *Development and Change* 16 (4): 635-656.
- Dwyer, Daisy et Judith Bruce (éd.). 1988. *A Home Divided: Women and Income in the Third World*. Palo Alto, Californie: Imprimerie de l'Université de Stanford.
- Engle, Patrice. 1993. "Influences of Mother's and Father's Income on Children's Nutritional Status in Guatemala". *Social Science and Medicine* 37 (1): 1303-1312.
- Guyer, Jane. 1988. "Dynamic Approaches to Domestic Budgeting. Cases and Methods from Africa". In *A Home Divided: Women and Income in the Third World*, édité par Daisy Dwyer et Judith Bruce. Palo Alto, Californie: Imprimerie de l'Université de Stanford.
- Jaquette, Jane. 1993. "The Family as a Development Issue". Pages 45-62 in *Women at the Center: Development Issues and Practices for the 1990's*, édité par Gay Young, Vidyamali Samarasinghe et Ken Kusterer. West Hartford, Connecticut: Kumarian Press.
- Jones, Christine. 1983. "The Impact of the SEMRY I Irrigated Rice Production Project on the Organization of Production and Consumption at the Intrahousehold Level". Washington. Rapport préparé par l'Agence pour le développement international des Etats-Unis, Bureau de coordination des programmes et des politiques.
- Kennedy, Eileen T. 1992. "Effects of Gender of Head of Household on Women's and Children's Nutritional Status". Monographie présentée à l'Atelier sur les conséquences pour la femme des politiques et des programmes. Washington: Institut international de recherche sur les politiques alimentaires.
- Koussoudji, Sherrie et Eva Mueller. 1983. "The Economic and Demographic Status of Female-Headed Households in Rural Botswana". *Economic Development and Cultural Change* 31(4): 831-859.
- Kumar, Shubh K. 1978. "Role of the Household Economy in Child Nutrition at Low Incomes: A Case Study in Kerala". Document occasionnel n° 95. Ithaca: Département d'Economie agricole, Université de Cornell.
- Kusterer, Ken, Maria Regina Estrada de Batres et Josefina Xuya Cuxil. 1981. *The Social Impact of Agribusiness: A Case Study of ALCOSA in Guatemala*. Washington: Agence pour le développement international des Etats-Unis (AID). Rapport spécial d'évaluation n° 4.
- Lombardi, John R. 1973. "Exchange and Survival". Monographie présentée aux réunions de l'Association anthropologique américaine, La Nouvelle Orléans, novembre.
- Mencher, Joan. 1988. "Women's Work and Poverty: Women's Contribution to Household Maintenance in Two Regions of South India". In *A Home Divided: Women and Income in the Third World*, édité par Daisy Dwyer et Judith Bruce. Palo Alto, Californie: Imprimerie de l'Université de Stanford.
- Roldan, Martha. 1988. "Renegotiating the Marital Contract: Intrahousehold Patterns of Money Allocation and Women's Subordination Among Domestic Outworkers in Mexico City." In *A Home Divided: Women and Income in the Third World*, édité par Daisy Dwyer et Judith Bruce. Palo Alto, Californie: Imprimerie de l'Université de Stanford.
- Segalen, Martine. 1986. *Historical Anthropology of the Family*. Cambridge: Imprimerie de l'Université de Cambridge.
- Sen, Amartya. 1991. "100 Million Women are Missing". *New York Times*, 5 novembre.
- Stavrakis, Olga et Marion Louise Marshall. 1978. "Women, Agriculture and Development in the Maya Lowlands: Profit or Progress?". Monographie présentée à la Conférence internationale sur la femme et l'alimentation, Tucson.
- Weller, Robert H. 1968. "The Employment of Wives, Dominance and Fertility". *Journal of Marriage and the Family*: 30:437-442. 

Conseil *d'administration*

Ihsan Abdalla Algabshawi
Soudan

Gule Afruz Mahbub
Bangladesh

Fatima Benslimane Hassar
Maroc

Aida González Martínez
Mexique

Noëlie Kangoye
Burkina Faso

Amara Pongsapich
Thaïlande

Els Postel-Coster
Pays-Bas

Pilar Escario Rodríguez-Spiteri
Espagne

D. Gail Saunders
Bahamas

Renata Siemienska-Zochowska
Pologne

Kristin Tornes
Norvège

Membres
de droit

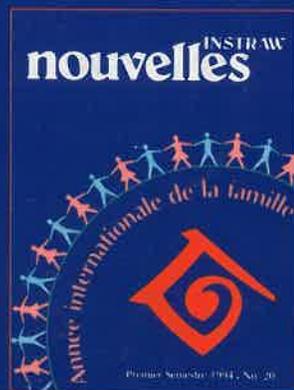
Un représentant du
Secrétaire général
La directrice de l'Institut
Des représentants des cinq
commissions économiques
régionales des Nations Unies
Un représentant du
gouvernement de la
République dominicaine

Institut international de recherche et de formation des Nations Unies pour la promotion de la femme

INSTRAW

Le but principal **INSTRAW nouvelles** est de relater le travail accompli par l'Institut afin d'indiquer les tendances de la recherche, de diffuser du matériel de formation et de créer ainsi des réseaux pour la problématique des femmes dans le développement au niveau mondial. La politique éditoriale de l'INSTRAW est de sélectionner des événements, des actualités et des articles directement liés à ses programmes et à ses actions connexes.

INSTRAW Nouvelles vise à informer les organisations gouvernementales et non gouvernementales, les centres de recherche, les groupes féminins et toutes les personnes intéressées aux dernières nouvelles et activités de l'INSTRAW dans le domaine des femmes et du développement. *INSTRAW Nouvelles*, publié en anglais, en espagnol, et en français, circule à 11.500 exemplaires. Veuillez adresser les demandes d'information, et changements d'adresse à:
INSTRAW, Boîte postale 21747, Saint-Domingue,
République dominicaine, téléphone (809) 685-2111,
télécopie (809) 685-2117 télex (326) 4280 WAR SD.



Bureau d'appui à New York: Bureau DCI-1106, Nations Unies,
New York, N.Y. 10017, téléphone (212) 963-0834; télécopie (212) 963-2978.
Les articles d'*INSTRAW Nouvelles* peuvent être reproduits à condition
de citer leur source.

Les lettres et commentaires des lecteurs et lectrices sont les bienvenus.
L'INSTRAW se réserve le droit d'abréger des textes en fonction de
l'espace disponible.